

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**LEGISLATION ET REGLEMENTATION
DU FONCIER AGRICOLE**

SOMMAIRE

EXPLOITATION DES TERRES AGRICOLES DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT

1. Loi n° 10-03 du 15 août 2010 fixant les conditions et modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, page 4 (JORA N° 46 du 18-08-2010).
2. Décret exécutif n° 10-326 du 23 décembre 2010 fixant les modalités de mise en œuvre du droit de concession pour l'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, page 11 (JORA N° 79 du 29-12-2010).
3. Décret exécutif n° 11-06 du 10 janvier 2011 précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et affectées ou rattachées à des organismes et établissements publics, page 7 (JORA N° 02 du 12-01-2011).
4. Arrêté n° 217 du 29 mars 2011 portant approbation du cahier des charges fixant les modalités de concession aux organismes publics des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat.

CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS AGRICOLES D'ELEVAGE

1. Circulaire interministérielle MADR/MICL n°108 du 23 février 2011 portant création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.
2. Note n°246 du 24 mars 2011 portant création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.

OFFICE NATIONAL DES TERRES AGRICOLES

1. Décret exécutif n° 96-87 du 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles – ONTA. page 3 (JORA N° 15 du 28-02-1996).
2. Décret exécutif n° 09-339 du 22 OCTOBRE 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n°96-87 du 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles – ONTA, page 5 (JORA N° 61 du 25-10-2009).

MORCELLEMENT DES TERRES AGRICOLES

1. Décret exécutif n° 97-490 du 20 décembre 1997 fixant les conditions de morcellement des terres agricoles, page 16 (JORA N° 84 du 21-12-1997).

REDEVANCE DUE AU TITRE DU DROIT DE CONCESSION

1. Ordonnance 10-01 du 16 ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant de finances complémentaire pour 2010 (article 40 et 41 fixant les montants de la redevance due au titre du droit de concession. Page (JORA N° 49 du 29-08-2010).

DISTRACTION DES TERRES AGRICOLES

1. Circulaire interministérielle MICL – MADR n°191 du 8 juin 2011 portant accession à la propriété foncière agricole (APFA) sécurisation foncière des exploitants.

FERMES PILOTES/PARTENARIAT

1. Instruction n°219 du 14 mars 2011 portant conditions et modalités de mise en œuvre de partenariats en vue de la gestion et de l'exploitation des fermes pilotes érigées en entreprises publiques économiques (SPA).

ACCESSION A LA PROPRIETE FONCIERE AGRICOLE (APFA)

1. Loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole.
2. Décret n° 83-724 du 10 décembre 1983. Fixant les modalités d'application de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière.
3. Circulaire interministérielle n° 435/SM du 18 avril 1983 relative à l'accession à la propriété foncière par la mise en valeur.
4. Circulaire interministérielle n° 402 du 08 juin 2011, relative à l'accession à la propriété foncière agricole (APFA).

**EXPLOITATION DES TERRES AGRICOLES DU
DOMAINE PRIVE DE L'ETAT**

LOIS

Loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat.

— — — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 18, 62 (alinéa 2), 119, 120, 122, 125 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier ;

Vu l'ordonnance n° 76-105 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code de l'enregistrement ;

Vu la loi n° 84 - 11 du 9 juin 1984, modifiée et complétée, portant code de la famille ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 99-07 du 19 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid ;

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit ;

Vu la loi n° 06-02 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 portant organisation de la profession de notaire ;

Vu la loi n° 06-03 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 portant organisation de la profession d'huissier de justice ;

Vu la loi n° 08-09 du 18 Safar 1429 correspondant au 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole, notamment son article 17 ;

Après avis du Conseil d'Etat,

Après adoption par le Parlement,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I

DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — La présente loi a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat.

Art. 2. — La présente loi a pour champ d'application les terres agricoles du domaine privé de l'Etat régies par la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987, susvisée.

Art. 3. — Le mode d'exploitation des terres agricoles définies par l'article 2 ci-dessus est la concession.

CHAPITRE II

DES CONDITIONS ET MODALITES D'OCTROI DE LA CONCESSION

Art. 4. — La concession est l'acte par lequel l'Etat consent, à une personne physique de nationalité algérienne, ci-après désignée « exploitant concessionnaire », le droit d'exploiter des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ainsi que les biens superficiels y rattachés, sur la base d'un cahier des charges fixé par voie réglementaire, pour une durée maximale de quarante (40) ans renouvelable, moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont les modalités de fixation, de recouvrement et d'affectation sont déterminées par la loi de finances.

Au sens de la présente loi, il est entendu par « biens superficiels » l'ensemble des biens rattachés à l'exploitation agricole notamment les constructions, les plantations et les infrastructures hydrauliques.

Art. 5. — La concession prévue par la présente loi est accordée aux membres des exploitations agricoles collectives et individuelles bénéficiaires des dispositions de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987, susvisée, et détenteurs :

— d'un acte authentique publié à la conservation foncière ;

— ou d'un arrêté du wali.

Les membres des exploitations agricoles collectives et individuelles cités ci-dessus doivent avoir satisfait à leurs obligations au sens de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987, susvisée.

Art. 6. — La conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession est établie par l'administration des domaines au nom de chaque exploitant remplissant les conditions citées à l'article 5 ci-dessus.

Lorsqu'il s'agit d'une exploitation agricole collective, l'acte de concession est établi au profit de chaque exploitant concessionnaire dans l'indivision et à parts égales.

Art. 7. — Sont exclues du bénéfice des dispositions de la présente loi les personnes :

- ayant pris possession des terres agricoles citées à l'article 2 ci-dessus ou ayant procédé à des transactions ou acquis des droits de jouissance et/ou des biens superficiels en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

- ayant fait l'objet de déchéance prononcée par voie judiciaire ;

- dont les arrêtés d'attribution ont été annulés par les walis.

Le traitement du cas des personnes dont les affaires sont pendantes au niveau des juridictions compétentes est différé jusqu'au prononcé du jugement définitif.

Art. 8. — Les formalités d'établissement, d'enregistrement et de publicité foncière de l'acte de concession sont exemptées de tous frais.

Art. 9. — Les membres des exploitations agricoles cités à l'article 5 ci-dessus sont tenus, à compter de la publication de la présente loi au *Journal officiel*, de déposer, auprès de l'office national des terres agricoles, leur demande de conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 10. — Sur la base du cahier des charges cité à l'article 4 ci-dessus, dûment signé par l'exploitant concessionnaire et l'office national des terres agricoles et de l'acte de concession publié à la conservation foncière, l'office national des terres agricoles procède à l'immatriculation de l'exploitation agricole au fichier des exploitations agricoles tenu à cet effet.

Art. 11. — Afin d'améliorer la structure des exploitations agricoles, l'Etat initie toute mesure d'incitation visant à encourager le regroupement d'exploitations agricoles, notamment, à travers les opérations de remembrement des terres agricoles concédées.

Toutefois et dans le respect de la viabilité économique de l'exploitation agricole, l'exploitant concessionnaire d'une exploitation à plusieurs membres peut opter pour la constitution d'une exploitation individuelle ; il doit, dans ce cas, en faire la demande à l'office national des terres agricoles qui doit se prononcer conformément à la réglementation régissant la superficie de l'exploitation agricole de référence.

Art. 12. — Nonobstant les dispositions du code civil, le droit de concession prévu par la présente loi confère le droit de constituer, au profit des organismes de crédit, une hypothèque grevant le droit réel immobilier résultant de la concession.

L'hypothèque visée à l'alinéa ci-dessus s'exerce dans le respect des dispositions de la présente loi, notamment ses articles 3, 7, 15, 16 et 19.

Art. 13. — Le droit de concession est cessible, transmissible et saisissable conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 14. — La cession à titre gratuit peut être effectuée au profit de l'un des ayants-droit du bénéficiaire pour la durée restante de la concession en cas d'incapacité et/ou d'atteinte de l'âge de la retraite.

Art. 15. — En cas de cession du droit de concession, les autres exploitants concessionnaires de la même exploitation agricole ou, à défaut, l'office national des terres agricoles peuvent exercer un droit de préemption conformément à la législation en vigueur.

Art. 16. — Nul ne peut acquérir plus d'un droit de concession sur l'ensemble du territoire national.

Toutefois, l'acquisition par une personne de plusieurs droits de concession, en vue de constituer une exploitation agricole d'un seul tenant, est permise dans le respect de superficies maximales fixées par voie réglementaire, après autorisation de l'office national des terres agricoles.

Au sens de la présente loi il est entendu par « exploitation agricole d'un seul tenant » toute exploitation agricole dont les différentes parcelles sont contiguës et ne sont pas séparées les unes des autres par des parcelles appartenant à d'autres exploitations agricoles.

Art. 17. — Les terres agricoles du domaine privé de l'Etat ainsi que les biens superficiels disponibles, de quelque manière que ce soit, sont concédés par l'administration des domaines sur demande de l'office national des terres agricoles, après autorisation du wali, par voie d'appel à candidatures dans le respect des dispositions de l'article 15 ci-dessus. La priorité est donnée :

- aux exploitants concessionnaires restants dans le cas d'une exploitation agricole à plusieurs exploitants concessionnaires ;

- aux exploitants concessionnaires riverains en vue d'agrandir leurs exploitations ;

- aux personnes ayant des capacités scientifiques et/ou techniques et présentant des projets de consolidation et de modernisation de l'exploitation agricole.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 18. — Tout changement du titulaire du droit de concession est formalisé, sur la base du cahier des charges cité à l'article 4 ci-dessus, auprès de l'office national des terres agricoles, par un nouvel acte de concession établi par l'administration des domaines et publié à la conservation foncière.

Art. 19. — Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, acquérir des droits de concession sur des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, s'il est établi qu'il a eu un comportement indigne durant la révolution de libération nationale.

CHAPITRE III

DU REGIME JURIDIQUE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Art. 20. — L'exploitation agricole acquiert la pleine capacité juridique de stipuler, d'ester en justice, d'engager et de contracter conformément aux dispositions du code civil.

Art. 21. — L'exploitation agricole peut conclure tout accord de partenariat, sous peine de nullité, par acte authentique publié, avec des personnes physiques de nationalité algérienne ou morales de droit algérien dont la totalité des actionnaires est de nationalité algérienne.

Le notaire chargé de l'instrumentation de l'acte est tenu d'en informer l'office national des terres agricoles.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE IV

DES OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT CONCESSIONNAIRE

Art. 22. — Les exploitants concessionnaires sont tenus de conduire directement et personnellement leurs exploitations agricoles.

Lorsque l'exploitation agricole comprend plusieurs exploitants concessionnaires, ils sont tenus, par convention non opposable au tiers, de déterminer leurs rapports et notamment :

- le mode de désignation du représentant de l'exploitation agricole ;
- le ou les modes de participation de chacun d'eux aux travaux de l'exploitation agricole ;
- la répartition et l'usage du revenu.

Art. 23. — La gestion, l'exploitation et la préservation des terres agricoles et des biens superficiaires y rattachés concédés doivent être assurées de façon régulière, permanente et conforme aux dispositions de la législation en vigueur, à celles de la présente loi, ainsi qu'aux clauses, prescriptions et obligations fixées par le cahier des charges cité à l'article 4 ci-dessus et aux obligations conventionnelles prévues à l'article 22 ci-dessus.

Art. 24. — Lorsque l'exploitation agricole comprend plusieurs exploitants concessionnaires, la résiliation de l'acte de concession ou le décès d'un ou de plusieurs d'entre eux, ne doivent pas avoir pour effet l'arrêt de l'exploitation régulière des terres agricoles et des biens superficiaires, objet de la concession.

Art. 25. — Dans le cas de décès, les héritiers disposent d'un délai d'une (1) année à compter du décès de leur auteur pour :

- choisir l'un d'entre eux pour les représenter et assumer les droits et charges dans l'exploitation de leur auteur, sous réserve des dispositions du code de la famille, dans le cas où il s'agit de mineurs ;
- se désister, à titre onéreux ou gracieux, au profit de l'un d'entre eux ;
- céder leurs droits dans les conditions fixées par la présente loi.

Après ce délai et si les successeurs n'ont pas opté pour l'une des situations énoncées dans le présent article, l'office national des terres agricoles saisit la juridiction compétente.

CHAPITRE V

DE LA FIN DE LA DUREE DU DROIT DE CONCESSION

Art. 26. — La durée du droit de concession prend fin :

- à l'expiration de la durée légale de la concession lorsque celle-ci n'est pas renouvelée ;
- à la demande du concessionnaire avant l'expiration de la durée de la concession ;
- par suite d'un manquement aux obligations du concessionnaire.

Dans tous les cas cités ci-dessus, les terres concédées ainsi que les biens superficiaires sont repris par l'Etat, dans la situation où ils se trouvent.

La fin de la concession donne lieu, pour les biens superficiaires, à une indemnisation déterminée par l'administration des domaines, déduction faite de 10% à titre de réparation, dans le cas d'un manquement aux obligations de l'exploitant concessionnaire.

Le montant de cette indemnisation est susceptible de recours devant la juridiction compétente.

Art. 27. — Les privilèges et hypothèques éventuels grevant l'exploitation sont reportés sur le montant de l'indemnisation.

CHAPITRE VI

DES SANCTIONS AUX MANQUEMENTS DE L'EXPLOITANT CONCESSIONNAIRE AUX OBLIGATIONS

Art. 28. — Tout manquement de l'exploitant concessionnaire à ses obligations, dûment constaté par un huissier de justice, entraîne sa mise en demeure, par l'office national des terres agricoles, d'avoir à se conformer aux dispositions de la présente loi, au cahier des charges et aux obligations conventionnelles.

A l'échéance du délai fixé par la mise en demeure dûment notifiée et en cas de carence de l'exploitant concessionnaire, l'administration des domaines, sur saisine de l'office national des terres agricoles, procède par voie administrative à la résiliation de l'acte de concession.

La résiliation de l'acte de concession est susceptible de recours devant la juridiction compétente dans un délai de deux (2) mois, à compter de la notification par l'office national des terres agricoles de la résiliation dudit acte.

Art. 29. — Constituent un manquement aux obligations de l'exploitant concessionnaire les cas de :

- détournement de la vocation agricole des terres et/ou des biens superficiels ;
- non-exploitation des terres et/ou des biens superficiels durant une période d'une (1) année ;
- sous-location des terres et/ou des biens superficiels ;
- non-paiement de la redevance à l'issue de deux (2) années consécutives.

CHAPITRE VII

DES MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 30. — Un délai de dix huit (18) mois est accordé, à compter de la date de publication de la présente loi au *Journal officiel*, aux exploitants agricoles visés à l'article 5 ci-dessus, pour déposer auprès de l'office national des terres agricoles, leur demande de conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession.

A l'expiration du délai prévu ci-dessus et après deux (2) mises en demeure espacées d'un délai d'un (1) mois, confirmées par huissier de justice, sur demande de l'office national des terres agricoles, les exploitants agricoles ou leurs héritiers, n'ayant pas déposé leur demande, sont considérés comme ayant renoncé à leurs droits.

Dans ce cas, les terres agricoles et les biens superficiels sont récupérés à la diligence de l'administration des domaines par toutes les voies de droit et concédés conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 31. — A titre transitoire et en attendant l'attribution du droit de concession, l'office national des terres agricoles est tenu de faire exploiter les terres concernées par les dispositions des articles 24, 25 et 30 ci-dessus.

Art. 32. — Les institutions et organismes concernés sont tenus de mettre en œuvre les dispositions portant sur la conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession dans un délai de trois (3) années à compter de la publication de la présente loi au *Journal officiel*.

Art. 33. — Les modalités d'application de la présente loi sont, en tant que de besoin, déterminées par voie réglementaire.

Art. 34. — Sont abrogées les dispositions de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Art. 35. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et à l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 08-09 du 18 Safar 1429 correspondant au 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole ;

Vu la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, notamment son article 33 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, modifié et complété, portant création de l'office national des terres agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 97-490 du 20 Chaâbane 1418 correspondant au 20 décembre 1997 fixant les conditions du morcellement des terres agricoles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre du droit de concession pour l'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat prévu par les dispositions de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée.

CHAPITRE 1er

DE L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE CONVERSION DU DROIT DE JOUISSANCE PERPETUELLE EN DROIT DE CONCESSION

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 9 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, le dossier de conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession est introduit auprès de l'office national des terres agricoles individuellement par chaque membre d'une exploitation agricole collective ou individuelle.



**Décret exécutif n° 10-326 du 17 Moharram 1432
correspondant au 23 décembre 2010 fixant les
modalités de mise en œuvre du droit de
concession pour l'exploitation des terres agricoles
du domaine privé de l'Etat.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Art. 3. — Le dossier de conversion doit comporter :

- un formulaire dûment renseigné, suivant le modèle joint en annexe I du présent décret ;
- une copie de la carte nationale d'identité légalisée ;
- une fiche individuelle d'état civil ;
- une copie de l'acte authentique publié à la conservation foncière ou de l'arrêté du wali ;
- une copie du plan de délimitation et de bornage ou, lorsque la commune est cadastrée, un extrait du plan cadastral ;
- une déclaration sur l'honneur de l'exploitant légalisée portant sur l'inventaire actualisé du patrimoine de l'exploitation et sur son engagement d'avoir satisfait à ses obligations au sens de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs, établie suivant le modèle joint en annexe II du présent décret ;
- une procuration établie par un notaire en cas de succession, à l'un des héritiers pour les représenter auprès de l'office national des terres agricoles.

Art. 4. — Dans le cas où l'exploitation concernée n'a pas été dotée du plan de délimitation et de bornage ou lorsque la consistance foncière de l'exploitation a été modifiée et que le plan de délimitation ou de bornage n'a pas fait l'objet d'une actualisation, l'administration du cadastre, sur demande de l'intéressé, procède à l'établissement ou à l'actualisation dudit plan.

Art. 5. — Après instruction du dossier, l'office national des terres agricoles procède aux formalités de signature du cahier des charges prévu par les dispositions de l'article 4 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, et joint en annexe III du présent décret. Ledit dossier est adressé à l'administration des domaines pour l'établissement de l'acte de concession au nom de chaque exploitant.

Art. 6. — Lorsque l'instruction du dossier nécessite des informations complémentaires ou mérite une vérification des documents ou des faits déclarés, lesdits dossiers sont transmis par l'office national des terres agricoles, pour examen, à une commission de wilaya présidée par le wali.

Art. 7. — La commission visée à l'article 6 ci-dessus est composée du :

- directeur des domaines ;
- directeur de la conservation foncière ;
- directeur des services agricoles ;
- directeur du cadastre ;
- directeur de l'urbanisme et de la construction ;
- directeur de la réglementation et des affaires générales ;
- représentant du groupement de la gendarmerie nationale territorialement compétent.

Pour l'examen des dossiers qui lui sont soumis, la commission peut faire appel à toute personne pouvant l'éclairer dans ses débats.

Art. 8. — A l'issue de l'examen par la commission citée à l'article 6 ci-dessus :

- si ledit dossier est accepté, le wali le renvoie, accompagné du procès-verbal de la commission, à l'office national des terres agricoles pour procéder aux formalités prévues à l'article 5 ci-dessus ;

- si ledit dossier n'est pas accepté, le wali informe l'intéressé, par lettre motivée avec copie à l'office national des terres agricoles, du refus d'octroi de la concession ; dans ce cas, le demandeur peut introduire un recours auprès de la juridiction compétente.

Art. 9. — Les exploitants agricoles, ou en cas de décès, leurs héritiers, qui n'ont pas déposé leur dossier de conversion des droits de jouissance perpétuelle en droit de concession, dans les délais, malgré les mises en demeure prévues par l'article 30 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, confirmées par huissier de justice, sont déchus de leur droit.

La déchéance est prononcée par arrêté du wali et publiée à la conservation foncière.

Art. 10. — Dans les cas cités à l'article 8 (alinéa 2) et à l'article 9 ci-dessus, les terres et les biens superficiels non concédés sont récupérés à la diligence de l'administration des domaines par toutes les voies de droit.

Art. 11. — Dans le cas des affaires pendantes auprès des juridictions à la date de promulgation du présent décret et ayant un rapport avec l'exploitation agricole, la procédure de conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession est différée jusqu'au prononcé de la décision juridictionnelle définitive.

CHAPITRE 2

**DE L'ETABLISSEMENT
DE L'ACTE DE CONCESSION**

Art. 12. — Le dossier de conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession est introduit au nom de chaque exploitant d'une exploitation agricole individuelle ou collective ; l'acte de concession est établi au nom de chaque exploitant.

Lorsqu'il s'agit d'une exploitation agricole collective, l'acte de concession est établi au nom de chaque exploitant dans l'indivision et à parts égales.

Lorsque le dossier de conversion est introduit par un représentant des héritiers, l'acte de concession est établi dans l'indivision, au nom de tous les héritiers.

Art. 13. — L'acte de concession indique notamment :

— les nom et prénoms, la date de naissance et l'adresse de l'exploitant concessionnaire ;

— les parts détenues dans l'indivision, le cas échéant ;

— la durée de la concession ;

— le lieu de situation et la consistance des terres et des biens superficiaires telle que décrite dans l'inventaire du patrimoine cité à l'article 3 ci-dessus.

Art. 14. — Conformément à l'article 4 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, la concession est consentie pour une durée maximale de quarante (40) années renouvelable.

La concession est renouvelée, sur demande écrite des exploitants concessionnaires introduite auprès de l'office national des terres agricoles, douze (12) mois au moins avant la date de son expiration.

Art. 15. — Dès sa publication, l'acte de concession est adressé par l'administration des domaines à l'office national des terres agricoles qui le notifie au concessionnaire après accomplissement des formalités d'immatriculation.

Les frais d'immatriculation au fichier des exploitations agricoles sont à la charge du concessionnaire.

Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture déterminera les modalités de constitution du fichier et les règles de son fonctionnement.

Art. 16. — Sans préjudice des sanctions prévues par la législation en vigueur, toute fausse déclaration emporte rejet du dossier de conversion ou résiliation de l'acte de concession.

CHAPITRE 3

**DE LA CESSION DU DROIT
DE CONCESSION**

Art. 17. — Tout exploitant concessionnaire désirant céder son droit de concession, dans le cadre des dispositions de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, doit informer l'office national des terres agricoles ; il est tenu d'en préciser le prix de cession ainsi que l'identité du candidat à l'acquisition du droit de concession.

L'office national des terres agricoles peut exercer un droit de préemption conformément à la législation en vigueur.

Art. 18. — Lorsque le cédant est concessionnaire dans l'indivision, l'office national des terres agricoles saisit, par écrit avec avis de réception, les autres membres de l'exploitation pour éventuellement exercer le droit de préemption prévu à l'article 15 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée ; ils sont tenus de faire connaître leur réponse à l'office national des terres agricoles dans un délai de trente (30) jours.

Art. 19. — Lorsque les autres membres de l'exploitation agricole manifestent leur volonté d'acquérir le droit de concession ainsi mis en vente, l'office national des terres agricoles informe l'exploitant concessionnaire cédant en vue de procéder à la formalisation de la procédure.

Art. 20. — En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans les délais fixés à l'article 18 ci-dessus, l'office national des terres agricoles peut exercer, à son tour le droit de préemption et en informe par écrit l'exploitant concessionnaire cédant.

Art. 21. — Dans le cas d'exercice du droit de préemption par les autres membres de l'exploitation ou par l'office national des terres agricoles, les formalités de cession du droit de concession sont menées conformément à la législation en vigueur.

Art. 22. — Dans le cas où ni l'office national des terres agricoles ni les autres membres de l'exploitation n'optent pour l'exercice du droit de préemption, l'exploitant concessionnaire est autorisé, par l'office national des terres agricoles après accord du wali, à poursuivre la cession de son droit de concession conformément aux procédures prévues par la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée.

Dans ce cas, la cession ne vaut que pour la durée du droit de concession restant à courir.

Art. 23. — Conformément à l'article 16 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, l'acquisition par une personne de plusieurs droits de concession ne peut aboutir qu'à la constitution d'une exploitation agricole d'un seul tenant d'une superficie n'excédant pas dix (10) fois la superficie de l'exploitation agricole de référence telle que fixée par le décret exécutif n° 97-490 du 20 Châabane 1418 correspondant au 20 décembre 1997, susvisé.

Art. 24. — Sous réserve des dispositions des articles 5, 18 et 19 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, les droits de concession acquis par l'office national des terres agricoles par voie de préemption sont cédés par voie d'adjudication après une mise à prix déterminée d'après la nature des terres et des biens superficiaires à concéder.

Toutefois, l'office national des terres agricoles peut, après autorisation du ministre chargé de l'agriculture, destiner les biens préemptés à une politique de remembrement des exploitations. Dans ce cas, la cession des droits de concession s'effectuera au prix d'acquisition majoré de 20%.

CHAPITRE 4

DE LA CONCESSION DES TERRES DISPONIBLES

Art. 25. — En application des dispositions de l'article 16 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée, les terres agricoles ainsi que les biens superficiaires rendus disponibles sont concédés, après autorisation du wali, par l'administration des domaines, après appel à candidature lancé par l'office national des terres agricoles.

Les modalités d'appel à candidature et les critères de choix des candidats sont définis par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

CHAPITRE 5

DES MODALITES DE PARTENARIAT POUR L'EXPLOITATION DES TERRES CONCEDEES

Art. 26. — L'exploitant concessionnaire peut conclure tout accord de partenariat conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée.

L'accord de partenariat peut être annuel ou pluriannuel. Il doit indiquer :

— l'identité des parties et / ou le nom de la société et de tous les actionnaires ;

— l'apport de chacun des deux partenaires et le programme d'investissement ;

— la répartition des tâches et des responsabilités dans le respect de l'article 22 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée ;

— les modalités de participation aux résultats de l'exploitation et de partage des bénéfices ;

— la durée du partenariat qui ne peut excéder la durée de la concession restant à courir.

Le notaire chargé de la formalisation de l'accord de partenariat est tenu d'informer l'office national des terres agricoles dès établissement de l'acte.

CHAPITRE 6

DISPOSITIONS FINALES

Art. 27. — Sans préjudice des autres contrôles exercés dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, l'office national des terres agricoles peut exercer, à tout moment, le contrôle sur l'exploitation agricole pour s'assurer que les activités qui y sont menées sont conformes aux dispositions de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, susvisée et des textes pris pour son application et aux clauses du cahier des charges.

Art. 28. — Les exploitants concessionnaires peuvent se regrouper en coopérative agricole conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 29. — L'office national des terres agricoles est chargé de la mise en exploitation des terres agricoles visées par les dispositions de l'article 11 du présent décret.

Art. 30. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Moharram 1432 correspondant au 23 décembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE I

République algérienne démocratique et populaire
-----**Ministère de l'agriculture et du développement rural**Office national des terres agricoles
-----**FORMULAIRE RELATIF A LA CONVERSION DU DROIT DE JOUISSANCE
PERPETUELLE EN DROIT DE CONCESSION**

Référence/ - La loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat :

Nom :

Prénom (s) :

Membre de l'exploitation agricole collective/de l'exploitation agricole individuelle n° :

Issue du DAS :

Commune :

Wilaya :

L'exploitant concessionnaire :

ANNEXE II

MODELE DE FICHE D'INVENTAIRE DU PATRIMOINE DE L'EXPLOITATION

Wilaya :
Commune :
Subdivision agricole :
Exploitation agricole collective/exploitation agricole individuelle :
Nom et prénom de l'exploitant déclarant :
Né le : à : titulaire de la carte nationale d'identité N° délivrée le : à : par :

DESCRIPTION DU BIEN SUPERFICIAIRE			ORIGINE DU BIEN SUPERFICIAIRE				UTILISATION DU BIEN			OBSERVATIONS
Désignation	Surface occupée (préciser l'unité)	Capacité (préciser l'unité)	Acquis dans le cadre de la réorganisation des DAS	Réalisé sur fonds de soutien de l'Etat	Réalisé sur fonds propres	Réalisé par autrui (indus occupants....)	A titre individuel	A titre collectif	Par autrui	
Plantation										
1-										
2-										
n										
Batiments d'exploitation										
1										
2										
n										
Plasticulture										
1										
2										
n										
Habitations										
1										
2										
n										
Ouvrages hydrauliques										
1										
2										
n										

Je soussigné, monsieur..... en ma qualité de :
déclare, sur l'honneur, exactes les informations portées sur la présente fiche d'inventaire de l'ensemble des biens superficiaires existant sur l'exploitation.

Signature du déclarant à légaliser

ANNEXE III

**CAHIER DES CHARGES POUR LA CONCESSION
DES TERRES AGRICOLES DU DOMAINE
PRIVE DE L'ETAT**

Article 1er

Objet

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les charges et les conditions de la concession des terres agricoles et des biens superficiels du domaine privé de l'Etat prévue par les dispositions de l'article 4 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, entre :

l'exploitant concessionnaire

Nom, prénoms, date de naissance, filiation et adresse du concessionnaire ainsi que sa qualité de représentant des héritiers, le cas échéant.....

et

l'office national des terres agricoles représenté par

Le directeur de l'office national des terres agricoles de la wilaya de :

Article 2

Droits de l'exploitant concessionnaire

L'exploitant concessionnaire a le droit de :

— exploiter librement à des fins agricoles la terre et les biens superficiels qui lui sont concédés ;

— entreprendre tout aménagement et/ou construction nécessaires à une meilleure exploitation des terres, sous réserve de satisfaire aux procédures législatives et réglementaires prévues en la matière, après autorisation préalable de l'office national des terres agricoles qui en informe l'administration des domaines ;

— constituer en hypothèque le droit immobilier que lui confère la concession en garantie des emprunts contractés auprès des organismes de crédit pour le financement de ses activités dans le cadre de l'exploitation agricole. L'hypothèque affecte également les constructions susceptibles d'y être édifiées ;

— céder son droit de concession dans les formes et conditions fixées par les dispositions de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, suscitée et des textes pris pour son application, après information de l'office national des terres agricoles ;

— sur sa demande, au renouvellement de la concession, à l'expiration de sa durée à condition que la demande soit présentée à l'office national des terres agricoles un an avant sa date d'expiration conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;

— demander une résiliation anticipée de la concession, moyennant un préavis d'une (1) année au moins ;

— sortir de l'indivision dans le cas d'une exploitation collective en vue de constituer une exploitation agricole individuelle sous réserve des dispositions du décret exécutif n° 97-490 du 20 Chaâbane 1418 correspondant au 20 décembre 1997 fixant les conditions du morcellement des terres agricoles.

Article 3

Obligations de l'exploitant concessionnaire

Outre les obligations mises à la charge de tout exploitant agricole, le concessionnaire est tenu au strict respect des dispositions de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, suscitée et des textes pris pour son application, notamment aux obligations suivantes :

— l'exploitant concessionnaire est réputé connaître la consistance du patrimoine qui lui est concédé. Il doit mettre en œuvre les moyens suffisants pour rentabiliser les terres agricoles et les biens superficiels qui lui sont concédés.

— l'exploitant concessionnaire s'engage à :

* conduire directement et personnellement l'exploitation ;

* entretenir les terres concédées et à les faire fructifier ;

* préserver la vocation agricole des terres ;

* n'utiliser les bâtiments d'exploitation qu'à des fins ayant un rapport avec les activités agricoles ;

* ne pas sous-louer les terres et les biens superficiels y rattachés ;

* déclarer tous les accords de partenariat qu'il viendrait à conclure ou à rompre conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;

* payer, à terme échu, les montants de la redevance annuelle due pour la concession ;

* s'acquitter des taxes et autres frais auxquels le patrimoine peut être assujéti pendant la durée de la concession ;

* informer, à tout moment, l'office national des terres agricoles de tout événement susceptible d'altérer le patrimoine de l'exploitation.

Article 4

**Contrôle par l'office national
des terres agricoles**

Sans préjudice des autres contrôles exercés dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, l'office national des terres agricoles peut exercer, à tout moment le contrôle sur l'exploitation agricole pour s'assurer que les activités qui y sont menées sont conformes aux dispositions de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, suscitée et des textes pris pour son application ainsi qu'aux clauses du présent cahier des charges.

Lors des opérations de contrôle, l'exploitant concessionnaire est tenu de prêter son concours aux agents de contrôle en leur facilitant l'accès à l'exploitation et en leur fournissant toutes les informations et/ou les documents requis.

Article 5

**Durée, prise d'effet et renouvellement
de la concession**

La concession consentie au titre de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 suscitée, est d'une durée de

La concession prend effet à la date de publication à la conservation foncière de l'acte de concession.

Si à l'expiration de la durée de la concession et si celle-ci n'est pas renouvelée, l'ensemble des biens concédés détenus par l'exploitant concessionnaire font retour au domaine privé de l'Etat dans les conditions fixées par l'article 26 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, suscitée.

Article 6

Consistance du patrimoine concédé

- Superficie de l'assiette foncière concédée :
- dont en irrigué :
- Consistance des biens superficiaires y compris les locaux à usage d'habitation :
-
- Coordonnées géographiques de l'assiette foncière conformes au plan cadastral joint en annexe de l'acte de concession

Article 7

Fin de la concession

La fin de la concession peut intervenir conformément à l'article 26 de la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010, suscitée :

- à l'expiration de la durée légale de la concession lorsque celle-ci n'est pas renouvelée ;
- à la demande du concessionnaire avant l'expiration de la durée de la concession ;
- par suite d'un manquement aux obligations du concessionnaire.

Article 8

Résiliation de la concession

La résiliation administrative interviendra à l'initiative de l'administration lorsque l'exploitant concessionnaire ne respecte pas ses obligations, notamment pour les manquements suivants :

- non-exploitation des terres concédées durant une période d'une (1) année ;
- détournement de la vocation agricole des terres et/ou des biens superficiaires concédés ;
- construction sur les terres sans autorisation de l'office national des terres agricoles ;
- sous-location des terres et des biens superficiaires ;
- défaut de paiement de deux (2) termes consécutifs de la redevance domaniale, après deux (2) mises en demeure restées infructueuses ;
- fausse déclaration et non-déclaration des accords de partenariat ou de la cession du droit de concession ;
- absence de conduite directe et personnelle de l'exploitation.

La résiliation de la concession emporte dévolution à l'Etat de l'ensemble des biens y compris les locaux à usage d'habitation et donne lieu, pour les biens superficiaires, à une indemnisation déterminée par l'administration des domaines déduction faite de 10% à titre de réparation dans le cas d'un manquement aux obligations de l'exploitant concessionnaire. Le montant de cette indemnisation est susceptible de recours devant les juridictions compétentes.

Les privilèges et hypothèques éventuels grevant l'exploitation sont reportés sur le montant de l'indemnisation.

Article 9

Conditions financières de la concession

La concession est consentie moyennant paiement d'une redevance annuelle fixée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

La redevance est payable par annuité, à terme échu, à la caisse de l'inspection des domaines territorialement compétente. L'exploitant concessionnaire adresse, périodiquement, à l'office national des terres agricoles, les justificatifs afférents au paiement des redevances.

Le non paiement de la redevance entraîne la résiliation administrative de la concession.

Fait à, le

Lu et approuvé

Signature
de l'exploitant
concessionnaire

Le directeur
de wilaya de l'office
national des terres
agricoles

-----★-----

Décret exécutif n° 11-06 du 5 Safar 1432 correspondant au 10 janvier 2011 précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et affectées ou rattachées à des organismes et établissements publics.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu l'ordonnance n° 08-04 du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008 fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation des projets d'investissement ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole, notamment son article 19 ;

Vu l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 41 ;

Vu la loi n° 10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91- 454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91- 455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Vu le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, modifié et complété, portant création de l'office national des terres agricoles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

CHAPITRE 1er

DISPOSITONS GENERALES

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 19 de la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de préciser les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et affectées ou rattachées à des organismes et établissements publics pour la réalisation des missions qui leur sont confiées.

Art. 2. — L'Etat met à la disposition des organismes et établissements publics des terres agricoles pour la réalisation d'une mission de développement de matériel végétal et/ou animal, de recherche, de formation et/ou de vulgarisation.

CHAPITRE 2

MODALITES D'EXPLOITATION DES TERRES AGRICOLES

Art. 3. — Les terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat ainsi que les moyens d'exploitation sont mis à la disposition des établissements publics à caractère administratif, scientifique, technologique et technique, par voie d'affectation conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Les terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat rattachées à des établissements publics à caractère industriel et commercial ou à des entreprises publiques économiques quelles que soient leurs formes ainsi que les moyens d'exploitation sont mis à leur disposition par voie de concession dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

La concession prévue à l'alinéa précédent est accordée moyennant le paiement d'une redevance fixée par la loi des finances.

Art. 5. — Pour les établissements publics à caractère administratif et les établissements publics à caractère scientifique et technologique, la demande d'affectation est introduite par l'établissement, auprès du ministre chargé des finances, après avis du ministre chargé de l'agriculture. Elle doit mentionner :

— la destination des terres agricoles, objet de la demande ;

— la nature, la consistance et le lieu de situation des terres agricoles ;

— le plan de cadastre ou, à défaut, un plan de délimitation et de bornage.

L'affectation est consacrée par un acte administratif établi par l'administration des domaines territorialement compétente.

Art. 6. — Pour les établissements publics à caractère industriel et commercial et les établissements publics économiques, la demande de la concession est introduite auprès de l'office national des terres agricoles. Elle doit mentionner :

- l'organisme ou l'établissement public bénéficiaire ;
- la nature, la consistance des biens concernés et leur lieu de situation ;
- l'usage pour lequel les terres agricoles ont été mises à disposition.

Art. 7. — Après instruction des demandes par l'office national des terres agricoles, l'administration des domaines territorialement compétente établit l'acte administratif de concession.

L'acte administratif doit être accompagné d'un cahier des charges approuvé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, qui fixe les conditions d'exploitation, de production et de commercialisation du matériel végétal et/ou animal concerné.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 8. — Les organismes, les établissements publics et les entreprises publiques détenant des terres agricoles du domaine privé de l'Etat à quelque titre que ce soit, à la date de publication du présent décret au *Journal officiel*, sont tenus, dans un délai maximum de six (6) mois, de déposer une demande d'affectation ou de concession dans les conditions fixées par le présent décret.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS FINALES

Art. 9. — L'affectataire ou le concessionnaire est tenu d'entretenir les terres concernées, de les faire fructifier, de préserver leur usage agricole et de n'utiliser les bâtiments de l'exploitation qu'aux fins pour lesquelles ils ont été affectés ou concédés.

Art. 10. — L'administration des domaines et les services du ministère chargé de l'agriculture peuvent à tout moment, chacun selon ses attributions, effectuer tout contrôle portant sur l'exploitation des biens, leur utilisation et leur préservation.

Art. 11. — Tout manquement aux dispositions du cahier des charges prévu à l'article 7 ci-dessus peut donner lieu au retrait de la concession.

Art. 12. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Safar 1432 correspondant au 10 janvier 2011.

Ahmed OUYAHIA.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**ARRETE N°..... DU.....CORRESPONDANT AUPORTANT APPROBATION
DU CAHIER DES CHARGES FIXANT LES MODALITES DE CONCESSION AUX ORGANISMES PUBLICS
DES TERRES AGRICOLES RELEVANT DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT**

Le Ministre de l'agriculture et du développement rural

- Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole;
- Vu la loi n°10-03 du 5 Ramadhan 1431 correspondant au 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ;
- Vu le décret présidentiel n°10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 Février 1996, modifié et complété, portant création de l'office national des terres agricoles ;
- Vu le décret exécutif n° 11-06 du 5 Safar 1432 correspondant au 10 janvier 2011 précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et affectées ou rattachées à des organismes et établissements publics, notamment son article 7,

Arrête :

Article 1^{er}. – Est approuvé le cahier des charges fixant les modalités de concession aux organismes publics des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, annexé au présent arrêté et prévu par les dispositions de l'article 7 du décret exécutif n° 11-06 du 5 Safar 1432 correspondant au 10 janvier 2011, susvisé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire

2011 2 مارس 9

Fait à Alger, lecorrespondant au.....



**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**ARRETE PORTANT APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES
FIXANT LES MODALITES DE CONCESSION AUX ORGANISMES
PUBLICS DES TERRES AGRICOLES RELEVANT
DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT**

29 Mars 2011

ANNEXE

CAHIER DES CHARGES FIXANT LES MODALITES DE CONCESSION AUX ORGANISMES PUBLICS DES TERRES AGRICOLES RELEVANT DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT

Article 1^{er} : Objet

conformément au décret exécutif 11-06 du 5 Safar 1432 correspondant au 10 janvier 2011 précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et affectées ou rattachées à des organismes et établissements publics, le présent cahier des charges a pour objet de fixer les modalités de concession aux organismes publics des terres agricoles relevant du domaine privé de l'état,

Entre :

L'organisme dénommé

Représenté par son Directeur : Nom, prénoms,.....

Raison sociale :

d'une part,

Et,

L'Office National des Terres Agricoles représenté par :

Le directeur de l'office national des terres agricoles de la wilaya de :

d'autre part

Art. 2. – Consistance du patrimoine concédé :

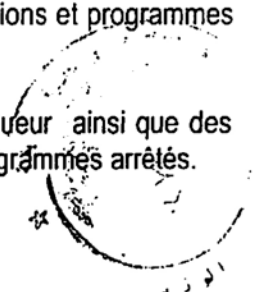
Le patrimoine concédé est situé dans la commune de Wilaya de et comprend :

- Superficie de l'assiette foncière concédée :haares ca... (conformément au plan de délimitation et de bornage ou à l'extrait du plan cadastral joint au présent cahier des charges)
- Consistance des biens superficiels (conformément à l'inventaire joint au présent cahier des charges).

Art. 3. – Droits du concessionnaire :

Le concessionnaire a le droit:

- D'exploiter la terre et les biens superficiels mis à sa disposition dans le cadre des missions et programmes qui lui sont confiées.
- D'entreprendre tout aménagement nécessaires à une meilleure exploitation des terres ;
- D'engager tout partenariat dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur ainsi que des procédures décidées par le Ministre chargé de l'agriculture pour la mise en œuvre des programmes arrêtés.



Art. 4. – Obligations du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à :

- Faire fructifier les terres concédées ;
- Exploiter d'une manière optimale les terres et les biens superficiaires;
- N'utiliser les bâtiments d'exploitation qu'à des fins ayant un rapport avec les activités agricoles inscrites dans le cadre des missions et programmes arrêtés ;
- Ne pas céder, partiellement ou totalement, les droits nés du présent cahier des charges ou de se faire substituer par un tiers en dehors des cas de partenariat;
- Ne pas louer ou sous louer les biens objet de la concession.
- Respecter les conditions d'exploitation, de production et de commercialisation définies dans les programmes arrêtés;
- Appliquer les procédures de partenariats.
- Ne pas laisser les terres concédées sans exploitation durant une période d'une année sans motif valable ;
- Ne pas détourner de la vocation agricole les terres et/ou les biens superficiaires concédés ;
- Ne pas construire sur les terres sans permis de construire;
- Procéder au paiement de la redevance domaniale aux termes échus ;
- Déclarer les accords de partenariat ;
- Respecter les objectifs arrêtés dans les contrats de performance lorsque les terres et les biens superficiaires sont exploités directement par l'organisme concessionnaire.

Art. 5. – Contrôle par l'ONTA :

Sans préjudice des autres contrôles exercés dans le cadre de la législation et réglementation en vigueur, L'office national des terres agricoles peut exercer à tout moment un contrôle sur les conditions d'exploitation des terres et des biens superficiaires et s'assurer que les activités sont conformes aux clauses du présent cahier des charges.

Lors des opérations de contrôle, l'organisme concessionnaire est tenu de prêter son concours aux agents de contrôle, en leur facilitant l'accès à l'exploitation et en leur fournissant toutes les informations et/ou les documents requis.

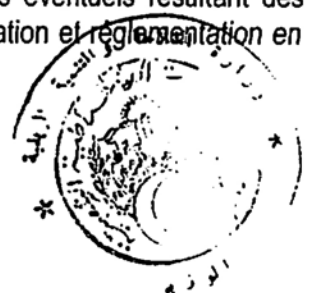
Art. 6. – Sanctions aux manquements aux obligations

Tout manquement du concessionnaire à ses obligations, entraîne sa mise en demeure par l'office national des terres agricoles, d'avoir à se conformer aux dispositions du présent cahier des charges.

A l'échéance du délai fixé par la mise en demeure et en cas de carence du concessionnaire, une deuxième mise en demeure est adressée au concessionnaire. Si après le délai fixé par la deuxième mise en demeure, la carence persiste, l'administration des domaines, sur saisine de l'office national des terres agricoles, procède par voie administrative à la résiliation de l'acte de concession.

La résiliation emporte annulation de l'acte de concession et dévolution à l'Etat de l'ensemble des biens concédés.

Dans tous les cas, l'Etat se réserve le droit de demander réparation des préjudices éventuels résultant des manquements sus évoqués sans préjudice des autres sanctions prévues par la législation et réglementation en vigueur.



Art. 7. – Cession de droit - droit de préemption :

Toute cession du droit de concession ayant pour effet de modifier la consistance des biens concédés est interdite.

Lorsque la personne morale concessionnaire, cesse d'exister pour quelque raison que ce soit, les biens objet de la concession font retour à l'Etat ; en cas de vente forcée desdits biens, l'office national des terres agricoles exerce un droit de préemption conformément à la législation et réglementation en vigueur.

Art. 8. – Durée de la concession, sa prise d'effet et son renouvellement :

La concession est consentie pour la durée de

La concession prend effet à la date de publication à la conservation foncière de l'acte de concession.

Art. 9. – Conditions financières de la concession

La concession est consentie moyennant paiement d'une redevance annuelle fixée par loi de finances.

La redevance est payable par annuité et d'avance à la caisse de l'inspection des domaines territorialement compétente.



Fait àle.....

Lu et approuvé

Le représentant légal de
l'organisme concessionnaire

Le directeur de wilaya de l'office
national des terres agricoles

- L'établissement, conjointement avec les structures concernées, du budget prévisionnel de fonctionnement et d'équipement de l'office et le suivi de son exécution ;
- La prise en charge de la comptabilité générale et analytique de l'office ;
- Le paiement, au titre du budget de fonctionnement et d'équipement, de toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des missions de l'office ;
- L'élaboration, à la fin de chaque exercice, du bilan comptable et du décompte définitif et des tableaux de comptes de résultats correspondants ;
- La prise, sous l'égide du directeur général, de toutes les dispositions nécessaires à la tenue et au bon déroulement des sessions du conseil d'administration;
- La veille à l'application du règlement intérieur ;
- Le suivi du recouvrement des redevances dues au titre du droit de concession.

Elle est composée de :

- département des ressources humaines et de la formation et qui comprend deux services:
 - service de gestion des ressources humaines;
 - service de la formation.
- département des moyens et des finances et qui comprend deux services:
 - service des moyens;
 - service des finances.

Art. 7. - La direction régionale, sous l'autorité d'un directeur régional assisté de trois (3) inspecteurs au maximum, est chargée notamment de :

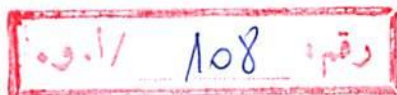
- Veiller à la tenue de l'inventaire des exploitations agricoles et de leurs fichiers;
- Examiner les recours et proposer les solutions adéquates conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- Soumettre les cas litigieux à la direction générale ;
- Veiller au respect des textes législatifs et réglementaires régissant le foncier agricole au niveau régional;
- Diligenter, à la requête de l'autorité hiérarchique, toute enquête particulière;
- Mettre en œuvre les programmes de contrôle et d'inspection des services de l'office des wilayas établis en relation avec la direction générale de l'office ;
- Organiser les journées d'information et de formation sur les thèmes liés à l'activité de l'office ;

**CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS
AGRICOLES D'ELEVAGE**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**



3 2 فيفري 2011

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE

MADAME ET MESSIEURS :

- LES WALIS
- LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ONTA
- LES DIRECTEURS DES SERVICES AGRICOLES DES WILAYAS
- LES CONSERVATEURS DES FORETS DES WILAYAS
- LE PRESIDENT DE LA SGP/SGDA
- LE PDG DE L'ENTREPRISE ALGERIENNE DE GENIE RURAL

OBJET : Création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage

La création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage et l'élargissement de la base productive agricole à chaque fois que les conditions sont réunies, constituent l'un des objectifs fondamentaux de la politique de renouveau agricole et rural.

Dans cette perspective, la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage sur les terres non exploitées, relevant tant de la propriété privée que du domaine privé de l'Etat, est une importante opération à enclencher dans les meilleurs délais.

I. CONCERNANT LES TERRES DE PROPRIETE PRIVEE NON EXPLOITEES :

Les propriétaires de terres privées non exploitées sont encouragés et accompagnés pour la valorisation de leur patrimoine en vue de la création d'exploitations agricoles et d'élevage.

Pour ce faire, tout propriétaire de terre agricole attestant de sa propriété et disposant d'un projet de développement et de valorisation de son patrimoine, est appelé à se faire connaître pour la validation de son projet et l'inscription de son exploitation auprès des services de l'ONTA de la wilaya. Muni de l'attestation de validation du projet et confirmé dans un cahier des charges cosigné par lui-même et le directeur de wilaya de l'ONTA et de son titre de propriété, le propriétaire concerné peut s'adresser à la BADR pour bénéficier d'un crédit bonifié à concurrence de 1 million de dinars par hectare ; le titre de propriété servant d'hypothèque.

Il peut également, dans le cas où son exploitation ne dépasse pas 10 hectares, bénéficier d'études approfondies à titre gratuit, élaborées par le BNEDER et peut solliciter si nécessaire, un accompagnement personnalisé assurée par les cadres de l'EAGR, pendant la phase de valorisation des terres.

II. CONCERNANT LES NOUVELLES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET D'ELEVAGE A CREER SUR LES TERRES DU DOMAINE PRIVE DE L'ETAT:

1. Les wilayas procéderont d'abord à l'identification des périmètres susceptibles d'accueillir des exploitations agricoles ; ils lanceront ensuite à travers les communes des appels à manifestations d'intérêts pour des candidats potentiels. Les avis d'appels à manifestations d'intérêts sont soumis par tous les moyens à une large diffusion y compris sur le site web du Ministère de l'agriculture et du développement rural.
2. Les candidats intéressés doivent disposer d'un projet de développement et de valorisation des terres qui leur seront concédées ;
3. Les wilayas organiseront l'évaluation des réponses à manifestations d'intérêts et les classeront dans les conditions citées ci dessous.

En fonction de la nature des terres et leurs potentialités d'une part, et des capacités techniques et financières des candidats d'autre part, 3 situations sont envisageables :

1. **La 1^{re} concerne la parcellisation des périmètres identifiés en des lots ne dépassant pas 10 hectares**, modulés en fonction des zones et des potentialités des périmètres ; l'objectif étant de réunir les conditions pour la mise en place d'exploitations agricoles économiquement viables.

Dans ce cas, l'évaluation de l'appel à manifestation d'intérêt est opérée par une commission présidée par le chef de Daïra et regroupant outre des représentants des communes concernées, les responsables de l'agriculture, de la conservation des forêts, de l'environnement, des ressources en eau et des domaines.

Le classement des postulants se fera en tenant compte d'abord de la nature du projet présenté et de sa viabilité et ensuite de la priorité accordée aux titulaires de diplômes et ou justifiant d'une formation en relation avec l'agriculture, l'élevage et le développement rural ainsi qu'aux enfants d'agriculteurs et d'éleveurs ayant exercés dans le domaine et issus de la localité de situation du périmètre.

2. **La 2^{eme} concerne les périmètres dont la superficie dépasse 10 has et inférieure à la superficie maximale telle que fixée en application de l'article 23 du décret exécutif n°10-326 du 23 décembre 2010 et présentée en annexe de la présente circulaire**: la même démarche citée ci-dessus est suivie sinon que la commission chargée de la sélection des candidats, est dans ce cas, présidée par le Wali. La présentation du projet de développement par le postulant devra être accompagnée d'une étude et d'un plan d'investissement.
3. **La 3^{eme} concerne les périmètres dont la superficie dépasse les seuils fixés au point 2, ci-dessus** : outre leur classement après examen par la commission présidée par la wali, les dossiers en question sont soumis à l'appréciation du Ministre de l'agriculture et du développement rural.

Les parcelles ainsi identifiées donneront lieu à un droit de concession conformément à la législation en vigueur et aux procédures définies dans la présente circulaire.

III. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONCESSION DES TERRES EN VUE DE LA CREATION D'EXPLOITATIONS AGRICOLES:

1. Après examen des candidatures et le cas échéant, après validation de la liste des bénéficiaires par le ministre de l'agriculture et du développement rural, la commission de sélection des candidatures délivre au candidat retenu, une attestation de présélection lui conférant le droit d'engager les procédures d'octroi de la concession des terres destinées à la création d'exploitations agricoles ; l'attestation de présélection mentionne:
 - Les nom et prénom du bénéficiaire ainsi que sa filiation ;
 - Ses qualifications;
 - Son numéro de classement ;
 - la superficie concernée et le lieu de situation ;
 - la délimitation de la parcelle ;
2. En vue d'obtenir le droit de concession sur les terres, le candidat retenu, muni de l'attestation de présélection de la commission, introduit la demande de concession auprès de l'office national des terres agricoles de wilaya (ONTA) qui procède aux formalités de signature du cahier des charges avec l'intéressé et après les vérifications d'usage, adresse le dossier à l'administration des domaines pour l'établissement de l'acte de concession ; l'acte de concession est publié à la conservation foncière à la diligence de la direction des domaines.

Le contenu du cahier des charges est celui annexé au décret exécutif n°10-326 du 23 décembre 2010.

La concession est octroyée pour une durée de 40 ans renouvelable à la demande du concessionnaire.

3. Sous peine de nullité, le concessionnaire est tenu d'engager les travaux contenu dans le programme dans les six mois qui suivent l'obtention de l'acte de concession;

Toutefois, la concession sera résiliée, par l'administration des domaines, à la demande de l'office national des terres agricoles, si le concessionnaire ne réalise pas dans les délais fixés dans le cahier des charges, le programme de mise en valeur.

Préalablement à la mise en œuvre de la résiliation, l'office national des terres agricoles sur la base d'un procès verbal de constat de l'état d'avancement des travaux, adressera au concessionnaire une mise en demeure par voie d'huissier de justice.

IV. LES AVANTAGES LIES A LA CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION

1. Le concessionnaire bénéficiaire d'une parcelle de superficie inférieure à 10 hectares peut solliciter, auprès de la BADR, un crédit bonifié ne dépassant pas un million de dinars par hectare, destiné aux actions d'investissement liées à la valorisation ainsi qu'à l'exploitation. L'acte de concession constitue auprès de la BADR une hypothèque en tant que garantie du crédit octroyé.
2. Le concessionnaire peut bénéficier de tout autre avantage institué à travers les dispositifs initiés par le Ministère de l'agriculture et du développement rural dans le cadre de la politique de renouveau agricole et rural y compris, si la nécessité est prouvée, pour la réalisation d'études de confortement des opérations de valorisation élaborées par le BNEDER à titre gratuit .
3. Le concessionnaire peut bénéficier également d'un accompagnement personnalisé des services de l'Entreprise algérienne de génie rural (EAGR).
4. Les concessionnaires bénéficiaires de parcelles de superficie supérieure à 10 hectares, sont libres de négocier les crédits auprès de la BADR dans le cadre de la législation en vigueur.
5. Le concessionnaire quelque soit la superficie concédée bénéficie de l'exonération du paiement de la redevance durant une période de 10 années.

Nous attachons une importance particulière à la mise en œuvre rapide et stricte des dispositions de la présente circulaire.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**



**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**



En communication à:

- Monsieur le Premier Ministre
- Monsieur le Ministre des finances ;
- Monsieur le Président directeur général de la BADR

ANNEXE

**SUPERFICIE MAXIMALE ARRETEE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 23 DU DECRET EXECUTIF N°10-326 DU 23 DECEMBRE 2010 FIXANT LES
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE CONCESSION POUR L'EXPLOITATION DES
TERRES AGRICOLES DU DOMAINE PRIVE DE L.ETAT.**

ZONE		MODE DE CONDUITE	SYSTÈME DE CULTURE	SUPERFICIE MAXIMALE
A		Irrigué	Maraichage	15
			Maraichage/Arboriculture	40
			Arboriculture	70
Terres irriguées des autres zones B, C, D, Montagne		Sec	Maraichage/Grandes cultures	90
			Grandes cultures/Fourrages	70
			Cultures industrielles/grandes cultures	100
B		Sec	Grandes cultures/Fourrages	200
			Légumes secs	
C		Sec	Grandes cultures/Fourrages	180
			Jachère	
			Légumes secs/Grandes cultures	
D	D	Sec	Maraichage/Grandes cultures	100
	Oasis	Irrigué	Grandes cultures	30
			Phoéniculture/intensive	10
			Phoéniculture/Grandes cultures	35
	Montagnes	Sec	Grandes cultures/Fourrages	100
			Arboriculture rustique	110





Le Ministre

رقم: 246 / أ.و.
Ager, le.....

الوزير

24 مارس 2011
الجزائر في.....

MADAME ET MESSEIURS LES WALIS

OBJET : Création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage

REFERENCE : Circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011

La circulaire interministérielle sus visée en référence s'inscrit parfaitement dans la vision de la politique du renouveau de l'économie agricole et rural, laquelle vise l'extension de la base productive agricole par la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage aussi bien sur les terres de propriété privée que sur celles relevant du domaine privé de l'Etat.

L'optimisation des objectifs visés, qu'ils soient d'ordre économique, social ou écologique, exige une analyse approfondie et complète du milieu agro-climatique prenant en compte les spécificités, particularités et la sociologie des régions ainsi que leurs vocations.

Les zones ainsi considérées donneront naissance à des pôles de productions à travers une spécialisation par filière.

Dans ce cadre, la validation des projets doit veiller à assurer leur viabilité aux plans économique, social et écologique.

Aussi, je vous invite, au moment de l'identification des périmètres qui doivent accueillir les nouvelles exploitations, de prendre en compte les données disponibles dans:

- Le schéma national et régional d'aménagement du territoire ;
- Le schéma directeur de développement agricole, forestier et pastoral de votre wilaya ;
- Les contrats de performance élaborés dans le cadre du renouveau de l'économie agricole et du renouveau rural ;
- Le plan national de l'eau et sa déglobalisation;
- Le plan directeur général de développement des régions sahariennes (PDGRS);
- La déglobalisation des programmes quinquennaux de développement sectoriels 2010-2014 ;
- Le programme de développement des infrastructures de la wilaya ;
- Toutes les études disponibles que vous pouvez consulter ou solliciter auprès des structures de la wilaya ou au niveau des instituts techniques et des institutions de développement de l'agriculture (BNEDER, INRAA, CDARS, HCDS...)

Compte tenu de l'importance et de l'effet de cette programmation sur l'aménagement et le développement de la wilaya, j'invite madame et messieurs les Walis à instituer une commission d'orientation de la mise en œuvre du développement agricole et rural de la Wilaya qu'ils présideront et qui sera composée des responsables des différentes structures concernées ainsi que des compétences dont la contribution pourrait être utile parmi les élus, les universitaires et les représentants de la société civile.

Cette commission aura notamment pour mission dans les plus brefs délais et sur la base des données sus évoquées à :

- Assurer une orientation optimale des périmètres identifiés aux plans de la viabilité économique et de la préservation des ressources naturelles notamment des parcours;
- Orienter la production vers la satisfaction des besoins des populations ainsi que vers l'utilisation des productions de terroirs existants ;
- Accompagner la mise en œuvre du dispositif ;
- Assurer un suivi-évaluation de l'ensemble du dispositif.

Sur la base de ces données et afin d'utiliser de la manière la plus rationnelle possible les différents dispositifs d'accompagnement du développement agricole et rural, chaque wilaya arrête le calendrier de mise en œuvre de son programme qui doit se baser en premier lieu, sur les périmètres déjà identifiés dans le cadre de l'ancien programme de mise en valeur et sur les prévisions établies dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, ainsi que sur les demandes des propriétaires de terres privées intéressés.

Vous trouverez ci-joint, un canevas de programmation et de suivi du programme que vous voudrez bien renseigner et nous retourner avant le 15 avril 2011. Il pourra faire l'objet d'actualisation en fonction de l'état d'avancement des travaux de programmation

Je vous informe également que le BNEDER et les institutions techniques et de développement (INRAA, CDARS, HCDS) ont été instruits pour mettre à votre disposition toutes études et informations dont ils disposent et nécessaires à l'élaboration de ce plan d'investissement.

Par ailleurs et afin de permettre aux bénéficiaires de procéder au remboursement de leurs crédits bonifiés dans les délais imparties (03ans), il est impératif d'envisager par précaution, des opérations à même de leur garantir des revenus à court terme (maraichage, élevage avicole), permettant une pérennisation des projets et la rentabilité immédiate de l'investissement.

Je suis convaincu que cette démarche d'encadrement de la mise en œuvre du dispositif, contribuera à réunir les conditions optimales de mise en œuvre et de suivi du programme au niveau local.

وزير الفلاحة و التنمية الريفية



Copie transmise à Messieurs les Ministres:

- de l'intérieur et des collectivités locales ;
- des ressources en eau ;
- de l'aménagement du territoire et de l'environnement

CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS AGRICOLES
PROGRAMMATION 2011-2014

WILAYA
SUPERFICIE
NOMBRE DE PERIMETRES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS A CRÉER

Déglobalisation 2011-2014

	Terres de propriété privée		Terres du domaine privé de l'Etat		Total des exploitations à créer	
	Superficie	Nombre d'exploitations	Superficie	Nombre d'exploitations	Superficie	Nombre d'exploitations
2011						
2012						
2013						
2014						
TOTAL						



OFFICE NATIONAL DES TERRES AGRICOLES
O N T A

DECRETS

★

**Décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416
correspondant au 24 février 1996 portant
création de l'office national des terres
agricoles.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116
(alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 76-105 du 9 décembre 1976,
modifiée et complétée, portant code de l'enregistrement et
du timbre;

Vu la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession
à la propriété foncière agricole;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le
mode d'exploitation des terres du domaine national et
fixant les droits et obligations des producteurs;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi
d'orientation sur les entreprises publiques économiques;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la
commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 portant
orientation foncière;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi
domaniale;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416
correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du
Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416
correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des
membres du Gouvernement;

Décète :

CHAPITRE I

DENOMINATION - SIEGE - OBJET

Article 1er. — Il est créé, en application de la loi
n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée, sous la
dénomination d'office national des terres agricoles par
abréviation "O.N.T.A" désigné ci-après "l'office", un
établissement public à caractère industriel et commercial
doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'office est régi par les règles administratives applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat et est réputé commerçant dans ses rapports avec les tiers.

Art. 2. — L'office est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 3. — L'office exerce des missions de service public conformément au cahier des charges de sujétions de service public tel que défini en annexe au présent décret.

Art. 4. — L'office est l'organisme public chargé de la régulation foncière telle que prévue par les articles 52, 56, 61, et 62 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée.

Art. 5. — L'office, en tant qu'instrument de l'Etat et agissant pour son compte, a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale foncière agricole.

A ce titre, il est chargé de l'ensemble des missions en liaison avec son objet telles que définies par les dispositions de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée.

Art. 6. — Dans le cadre de ses activités propres, l'office peut acquérir toutes exploitations et toutes terres agricoles ou à vocation agricole, dont il confie par voie contractuelle, l'aménagement, la valorisation ou la mise en valeur.

Art. 7. — L'office est tenu, dans le cadre de l'exercice de ses missions, de rétrocéder les terres agricoles qu'il a récupérées, aménagées et valorisées pour le compte de l'Etat.

Art. 8. — Pour atteindre ses objectifs et accomplir sa mission, l'office est doté par l'Etat, par voie d'affectation, de moyens humains et matériels nécessaires à ses activités.

Art. 9. — Pour atteindre ses objectifs et remplir sa mission, l'office est habilité :

- à conclure tous marchés ou accords et toutes conventions avec les organismes nationaux et étrangers,
- à prendre des participations dans d'autres entreprises,
- à effectuer toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières de nature à favoriser son expansion,
- à organiser et participer, tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et manifestations liés à son domaine d'activité.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 10. — L'office est administré par un Conseil d'administration et géré par un directeur général.

Art. 11. — L'organisation interne de l'office est proposée par le directeur général, délibérée en conseil d'administration et approuvée par le ministre de tutelle.

Section I

Le Conseil d'administration

Art. 12. — Le conseil d'administration est chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle toute mesure se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'office.

A cet effet, il délibère notamment sur les questions suivantes :

- l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur de l'office,
- le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que le bilan d'activités de l'office,
- le programme annuel et pluriannuel des investissements ainsi que les emprunts éventuels de l'office,
- les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant l'office,
- l'opportunité et les conditions d'acquisition des terres agricoles à effectuer par l'office,
- les états prévisionnels des recettes et des dépenses de l'office,
- le règlement comptable et financier ainsi que le statut et les conditions de rémunération du personnel de l'office,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs effectués au profit de l'office.

Les délibérations du conseil d'administration sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours qui suivent leur adoption.

Art. 13. — Le conseil d'administration comprend :

- un représentant du ministre chargé de l'agriculture, président,
- un représentant du ministre de la justice,
- un représentant du ministre chargé du domaine national,
- un représentant du ministère chargé des collectivités locales,
- un représentant du ministère chargé des finances,

— un représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire,

— deux (2) représentants de la chambre nationale d'agriculture,

— deux (2) représentants d'organisations syndicales les plus représentatives.

Il peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre, ou susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 14. — Le directeur général de l'office assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Art. 15. — Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition de l'autorité dont ils dépendent, pour une période de trois ans, renouvelable.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à l'expiration du mandat en cours.

Art. 16. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président en session ordinaire, au moins deux (2) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit du président, soit du directeur général de l'office, soit à la demande du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'office.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 17. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié, au moins, de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu, dans un délai de huit (8) jours et les délibérations sont valables quelque soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont arrêtées à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de séance et soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Lesdits procès-verbaux sont inscrits sur un registre spécial.

Section 2

Le directeur général

Art. 18. — Le directeur général de l'office agit dans le cadre de la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il est responsable du fonctionnement général de l'office, dans le respect des attributions du conseil d'administration,

— il représente l'office dans tous les actes de la vie civile et en justice,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel de l'office,

— il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration. Il les présente pour approbation à l'autorité de tutelle,

— il établit le budget prévisionnel de l'office et l'exécute,

— il passe tous marchés, accords et conventions,

— il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'administration approuvées par l'autorité de tutelle,

— il assure la préparation des réunions du conseil d'administration.

Art. 19. — Le directeur général de l'office est nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

CHAPITRE III

ORGANISATION FINANCIERE

Art. 20. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. La comptabilité est tenue en la forme commerciale, conformément au plan comptable national.

Art. 21. — La tenue des écritures et le maniement des fonds, confiés à un commissaire aux comptes sont soumis aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Art. 22. — Le budget de l'office comporte :

1. En recettes :

— les subventions de l'Etat liées aux sujétions de service public,

— le revenu des biens et fonds de l'office,

— les emprunts contractés par l'office conformément à la réglementation en vigueur,

— les dons et legs acceptés.

2. En dépenses :

— les dépenses de fonctionnement,

- les dépenses d'équipement,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de sa mission.

Art. 23. — Les états prévisionnels annuels de l'office sont préparés par le directeur général et transmis au conseil d'administration qui en délibère.

Ils sont ensuite soumis à l'autorité de tutelle et à toute autre autorité prévue par la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Le bilan et les annexes, accompagnés d'un rapport du directeur de l'office, sont soumis aux instances d'approbation et de contrôle conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 25. — L'office est doté d'un fonds initial dont le montant est fixé conjointement par le ministre de tutelle et le ministre chargé des finances.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Cahier des charges de sujétions de service public de l'office national des terres agricoles (O.N.T.A.)

Article 1er. — L'office national des terres agricoles est l'instrument de mise en œuvre de la politique nationale foncière agricole.

Ses activités fixées par le présent cahier de charges doivent contribuer à l'utilisation optimale et à la préservation du patrimoine foncier agricole national.

Art. 2. — Dans le cadre de ses activités, l'office est notamment chargé :

- de mettre en exploitation, à bail ou en vente les terres déclarées inexploitées, en vertu de l'article 51 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée,

- d'exercer le droit de préemption pour l'acquisition des terres mises en vente, en vertu de l'article 52 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée,

- de prendre possession, en vertu de l'article 56 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée, des terres, objets de transactions opérées en violation de l'article 55 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée,

- de développer en vertu de l'article 58 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée, des moyens techniques et financiers favorisant la modernisation des exploitations agricoles par le biais d'échanges amiables et d'opérations de remembrement de parcelles quelque soit la catégorie juridique à laquelle elles appartiennent,

- d'établir et de mettre à jour le fichier des exploitations agricoles,

- de créer, gérer et assurer le développement d'une banque de données concernant le foncier agricole.

Art. 3. — L'office est tenu d'élaborer un programme d'actions et de le soumettre au ministre de l'agriculture pour approbation, en début de chaque année agricole.

Art. 4. — L'office est tenu d'engager les opérations nécessaires à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés, sur la base d'un programme approuvé par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 5. — L'office est tenu de fournir, périodiquement au ministre de l'agriculture, les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.

Art. 6. — Pour chaque exercice, l'office adresse au ministre de tutelle, avant le 30 avril, l'évaluation des sommes à lui verser pour couvrir les charges de sujétions de service public, en vertu du présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre chargé des finances, en accord avec le ministre de tutelle.

Elles peuvent être révisées en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient ces sujétions.

Art. 7. — L'Etat participe au financement des investissements nécessaires au développement de l'office, sur la base d'un programme entrant dans le cadre des plans nationaux de développement.

Art. 8. — Les dotations budgétaires dues par l'Etat au titre du présent cahier des charges, sont versées annuellement à l'office, conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 9. — L'office établit chaque année le budget pour l'exercice suivant.

Ce budget comporte :

- les bilans et les comptes de résultats comptables prévisionnels avec les engagements de l'office vis-à-vis de l'Etat,

- un programme physique et financier d'investissement,

- un plan de financement.

Décret exécutif n° 09-339 du 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 97-483 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997 fixant les modalités, charges et conditions de la concession de parcelles de terre du domaine privé de l'Etat dans les périmètres de mise en valeur ;

Vu le décret exécutif n° 97-484 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997 fixant la composition de l'organe *ad hoc* ainsi que la procédure de mise en œuvre de la constatation de la non-exploitation des terres agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 97-490 du 20 Chaâbane 1418 correspondant au 20 décembre 1997 fixant les conditions de morcellement des terres agricoles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles et le cahier des charges des sujétions de service public qui lui est annexé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — L'office, politique nationale foncière agricole ;

A ce titre susvisée.

L'office est chargé en outre :

— d'instruire, en relation avec les services des domaines et par délégation, les demandes de concession des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et de mettre en œuvre la procédure prévue à cet effet ;

— d'assurer le suivi des conditions d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat concédées et de mettre en place des instruments d'évaluation de leur utilisation durable et optimale par les concessionnaires ;

— de veiller à ce qu'aucune transaction portant sur les terres agricoles ne conduise à un changement de sa vocation agricole ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 11. — Pour la réalisation de ses objectifs, l'office dispose de services centraux et de structures régionales réparties à travers le territoire national.

L'organisation interne de l'office est proposée par le directeur général, délibérée en conseil d'administration et approuvée par le ministre de tutelle ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 19 du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 19. — Le directeur général de l'office est nommé par décret présidentiel, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes ».

Art. 5. — Les dispositions du cahier des charges des sujétions de service public annexé au décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont modifiées et complétées conformément à l'annexe du présent décret.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Cahier des charges de sujétions de service public de l'office national des terres agricoles

(O.N.T.A.)

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Dans le cadre :

— de mettre en exploitation (sans changement) ... ;

— d'exercer le droit (sans changement) ;

— de prendre possession (sans changement) ... ;

— de développer en vertu (sans changement) ;

— d'établir et de mettre à (sans changement) ;

— de créer, gérer et assurer (sans changement) ;

— d'instruire les demandes de concession des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et de mettre en œuvre la procédure définie à cet effet ;

— de suivre la circulation des actifs des exploitations agricoles de façon à empêcher les atteintes à la continuité de leur fonctionnement conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ».

Art. 2. — Il est inséré un *article 3 bis* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 3 bis. — L'office reçoit de l'Etat une contribution pour chaque exercice en contrepartie des sujétions de service public inscrites à sa charge par le présent cahier des charges ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 6 de l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 6. — Pour chaque exercice .. (sans changement) ..

Les dotations (sans changement)

Elles peuvent être (sans changement)

Les sujétions de service public, objet du présent cahier des charges, sont définies annuellement et conjointement par le ministre chargé des finances et le ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 4. — Il est inséré un *article 7 bis* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 7 bis. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte ».

Art. 5. — Il est inséré un *article 8 bis* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 8 bis. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat certifié par le commissaire aux comptes doit être transmis au ministre chargé des finances et au ministre chargé de l'agriculture à la fin de chaque exercice budgétaire ».

Art. 6. — Les dispositions de l'article 9 de l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 9. — L'office établit ».

Ce budget comporte :

— les bilans (sans changement) ;

— un programme (sans changement) ;

— un plan (sans changement) ;

— un rapport d'audit certifié par le commissaire aux comptes ».

Art. 7. — Il est inséré un *article 10* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« *Art. 10.* — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges de sujétions de service public sont inscrites au budget du ministère de l'agriculture et du développement rural conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur ».

-----★-----

MORCELLEMENT DES TERRES AGRICOLES

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier et ensemble des textes pris pour son application ;

Vu la loi n° 83-18 du 13 août 1983 portant accession à la propriété foncière agricole ;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs ;

Vu la loi n° 88-27 du 12 juillet 1988 portant organisation du notariat ;

Vu la loi n° 88-33 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour 1989, notamment ses articles 80 et 81 ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991 notamment son article 38 ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les conditions de réalisation des opérations de morcellement des terres agricoles et ce, quel que soit leur statut juridique :

Art. 2. — Toute opération de morcellement d'une terre agricole doit s'effectuer dans les limites de la superficie de l'exploitation agricole de référence telle que déterminée ci-dessous.

Art. 3. — Sont considérées comme superficies de l'exploitation agricole de référence au sens du présent décret, les superficies indiquées ci-après :

★

Décret exécutif n° 97-490 du 20 Chaâbane 1418 correspondant au 20 décembre 1997 fixant les conditions de morcellement des terres agricoles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

ZONES	MODE DE CONDUITE	VARIANTE	SYSTEME DE CULTURE	SUPERFICIE DE REFERENCE EN HA
A	Irrigué	1	Maraîchage	1,5
		2	Maraîchage/arboriculture	4
		3	Arboriculture	7
Terres irriguées des autres zones A, B, C, D, M	Sec	1	Maraîchage/grandes cultures	9
		2	Grandes des cultures/fourrages	7
		3	Cultures industrielles/grandes cultures	10
B	Sec	1	Grandes cultures/fourrages Légumes secs	20
C	Sec	1	Grandes cultures/fourrages	18
		2	Jachère	
			Légumes secs/grandes cultures Jachères	
D	Sec	1	Grandes cultures/maraîchages	10
O	Irrigué	1	Grandes cultures	3
		2	Phoéniciaculture/intensive	1
		3	Phoéniciaculture/grandes cultures	3,5
M	Sec	1	Grandes cultures/fourrages	10
		2	Arboriculture rustique	11

Art. 4. — Les superficies s'entendent par zones de potentialités suivantes :

— les zones A, B, C et D telles que définies par les dispositions des articles 80 et 81 de la loi n° 88-33 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour 1989 susvisée;

— la zone M telle que définie en annexe du présent décret ;

— la zone O est la zone constituée des terres sahariennes telles que définies par les dispositions de l'article 18 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée.

Art. 5. — Toute mutation foncière sur une terre agricole ne peut :

— concerner des propriétés agricoles de statut privé ou des exploitations agricoles du domaine national dont la superficie est inférieure à la superficie de l'exploitation agricole de référence fixée à l'article 2 ci-dessus ;

— aboutir à la constitution de propriétés de statut privé ou d'exploitation agricoles du domaine national de superficie inférieure à la superficie de l'exploitation agricole de référence fixée à l'article 2 ci-dessus.

Art. 6. — Les opérations de morcellement des terres constituant les exploitations agricoles collectives relevant du domaine national, doivent dans tous les cas, en application des dispositions de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 susvisée, respecter le seuil minimum de trois (3) membres par exploitation.

Art. 7. — Les notaires et les conservateurs fonciers chargés de la formalisation des opérations de morcellement des terres agricoles ou de mutation foncière doivent veiller à leur conformité avec les dispositions du présent décret.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaâbane 1418 correspondant au 20 décembre 1997.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Est considéré zone de montagne le territoire des communes suivantes :

Wilaya de Chlef :

— Boukadir - Moussadek - Ténès - Béni Rached - El Hadjadj - Benaria - Talassa - Labiod Medjadja - El Karimia - Oued Goussine - Ouled Benabdelkader - Tadjena - Sendjas - Aïn Merane - Taougri - Zeboudja - Breira - Béni Haoua - Abou El Hassan - Béni Bouateb - Ouled Fares - El Marsa - Sidi Akkacha - Souk El Bagar.

Wilaya de Batna :

— Merouana - Ichmoul - Ras El Aioun - Menaa - T'Kout - Arris - Teniet El Abed - Bouzina.

Wilaya de Béjaïa :

— Ferraoun - Toudja - Bouhamza - Taourirt Ighil - Darguina - Melbou - Chelata - Aokas - Akfadou - Tamokra - Béni Djellil - Leflaye - Souk El Thenine - Adekar - Kherrata - Thinabdh - Sidi Saïd - Seddouk - Draa Kaïd - Aït Rizine - Tamridjet - Tichi - Chemini - Aït Smaïl - Samaoun - Souk Oufela - Boukhelifa - Kendira - Taskiout - Tizi N'Berber - Tifra - Tibane - Béni Maouch - Ighram - Barbacha - Boudjellil - Amalou - Béni Ksila - Ighil Ali - Ouzellaguen - Béni Melikeche.

Wilaya de Blida :

— Chréa - Bouarfa - Djebabra - Hammam Melouane - Bougara - Souhane - Aïn Romana.

Wilaya de Bouira :

— Guerrouma - Maala - Aghbalou - Souk El Khemis - Aomar - Aïn Turk - Kadiria - Bordj Okhriss - Dechmia - Hanif - Ahl El Ksar - Boukram - Mezdoor - Bouderbala - Ouled Rached - Haizer - El Isseri - Taourirt - Lakhdaria - Djebahia - El Madjen.

Wilaya de Tlemcen :

— Remchi - dar Yaghmouracène - Sidi Djillali - El Fehoul - Sebaa Chioukh - Béni Bahdel - Sabra - Tirni - Béni Hediél - Honaine - Ghazaouet - Souahlia - Tianet - Souani - Msirda Fouaga - Souk El Khemis - Djebala - Souk Thlata - Aïn Ghoraba - Oued Chouli - Béni Ouarsous - Mansourah - Aïn Fezza - Béni Boussaïd - Béni Semiel - Béni Snous - Marsa Ben M'Hidi - Aïn Kebira - Bab El Assa - Nedroma.

Wilaya de Tiaret :

Sidi Bakhti - Takhemaret.

Wilaya de Tizi Ouzou :

Aïn El Hammam - Aït Yahia - Akbil - Aït Mahmoud - Mekla - Fréha - Maatka - Tizi N'Thlata - Mechtrass - Aït Boumehdi - Béni Yenni - Irdjen - Béni Douala - Aghrib - Makouda - Illilten - Iflissen - Draa El Mizan - Bouzguen - Boudjima - Tizi Ghennif - Aït Aggouacha - Oued Ksari - Bounouh - Ouadhia - Souk El Thenine - Aït Chaffaa -

Azzefoun - Aït Khelili - Béni Zmenzer - Tigzirt - Sidi Naamane - Iferhounène - Djebel Aïssa Mimoun - Iboudraren - Azazga - Boghni - Aghni Goughran - Iloula Oumalou - Ifigha - Mizrana - Yakouren - Aït Oumalou - Imsouhal - Larba Nath Iraten - Tirmatine - Aït Bouadou - Zekri - Akerrou - Assi Youcef - Ouaguenoun - Yatafène - Aït Toudert - Aïn Zaouïa - Béni Ziki - M'Kira - Ouacif.

Wilaya de Jijel :

— Erragune - El Ancer - Ouled Yahia Khadrouch - El Aouana - Sidi Abdelaziz - Boudria Béni-Yadjis - Ziamma Mansouriah - Ghedaba - Texena - Chekfa - Bouraoui Belhade - Djemaa Béni Habibi - Chahana - Djimla - Bordj Taher - El Milia - Selma Benziada - Ouled Rabah - Sidi Maarouf - Boussif Ouled Askeur - Ouadjana - Settara - El Kennar Nouchfi.

Wilaya de Sétif :

— Aïn El Kebira - Djemila - Bougaa - Béni Aziç - Béni Ouartilane - Béni Fouda - Aïn Roua - Ouled Addouane - Tachouda - Draa Kebila - Amoucha - Béni Mouhli - Béni Chebana - Bouandas - Aïn Sebt - Maaouia - Serdj El Ghou - Hammam Guergour - Aïn Legraj - Harbil - Aït Naoual Mezada - Aïn Abessa - El Ouricia - Béni Hocine - Dehamcha - Tizi N'Béchar - Aït Tizi - Babor - Guenzet - Maouaklane - Bousselam - Talaifacène - Oued El Barad.

Wilaya de Saïda :

— Aïn El Hadjar - Youb.

Wilaya de Skikda :

— Aïn Zouit - El Harrouch - Fil Fila - El Hadaïk - Zerdazas - Cheraia - Djendel Saadi Mohamed - Sidi Mezghiche - Kanoua - Aïn Cherchar - Emdjez Edchich - El Ghedir - Es Sebt - Aïn Bouziane - Bouchtata - Béni Zid - Béni Bechir - Ouldja Boulballout - Kerkera - Tamalous - Kheneg Mayoum - Ouled Attia - Aïn Kechra - Hamadi Krouma - Oued Zehour - Oum Toub - El Marsa - Zitouna - Bein El Ouiden.

Wilaya de Sidi Bel Abbès :

— Moulay Slissen - Aïn Adden - El Hacaiba - Sidi Yacoub - Sfisef.

Wilaya d'Annaba :

— Eulma - Aïn Berda - Oued El Aneb - Chetaibi - Seraïdi.

Wilaya de Guelma :

— Nechmaya - Aïn Ben Beida - Bouati Mahmoud - Héliopolis - Oued Fragha.

Wilaya de Constantine :

— Zighoud Youcef - Aïn Kerma - Béni Hamiden - Ibn Ziad.

Wilaya de Médéa :

— Ouzera - Oued Harbil - Draa Essamar - El Omara - Benchicao - Bir Ben Laabed - Derrag - Aziz - Ouled Antar - Ouled Brahim - Souagui - Bouaichoune - Tamesguida - Djouab - Hannacha - El Hamdania - Ouamri - Medjebar - Ouled Hellal - Si Mahdjoub - Saneg - Sidi Naamane - Seghouane - Ouled Bouachra - Meftaha..

Wilaya de Mostaganem :

— Sidi Bellater - Nekmaria - Ouled Maallah - Sidi Ali - Khadra - Tazgait.

Wilaya de Mascara :

— Mascara - Hacine - Guettana El Mamounia - Bou Hanifia - Aïn Fekan - El Keurt - Tizi - Aïn Fares.

Wilaya de Bordj Bou Arreridj :

— Bordj Zemoura - Teniet En Nasr - Ouled Sidi Brahim - Djaafra - Tafreg - Mansoura - El Maïn - Colla - El M'Hir - Ouled Brahem - Tesmart - Ben Daoud - Ouled Dahmane - Ghilassa - El Achir - Hasnaoua - Haraza - Bordj Ghdid - Khelil - Medjana - Taglait.

Wilaya de Boumerdes :

— Naciria - Boumerdes - Béni Amrane - Djinet - Larbatache - El Kharrouba - Chabet El Ameur - Bouzegza Keddara - Timezrit - Ammal.

Wilaya d'El Tarf :

— Bouhadjar - Souarekh - Aïn Kerma - Chefia - Hammam Béni Salah - Bougous - Asfour - El Aïoun - Zitouna.

Wilaya de Tissemsilt :

— Tissemsilt - Melaab - Sidi Slimane - Lazharia - Sidi Lantri - Boucaïd - Béni Chaïb - Larbaa - Béni Lahcène - Lardjem - Tamalaht.

Wilaya de Tipaza :

— Cherchell - Messelmoun - Larhat - Damous - Sidi Semiane - Aghbal - Béni Milleuk - Gouraya - Sidi Ghiles - Hadjerat Ennous.

Wilaya de Mila :

— Sidi Merouane - Aïn Tine - Oued Endja - Tassadane Haddada - Sidi Khelifa - Ahmed Rachedi - Derradji Bousselah - Zeghaïa - Tiberghien - Minar Zarza - Elayadi Barbes - Bouhatem - Amira Arras - Aïn Beida Harriche - Tessala Lematai - Terrai Bâinen - Yahia Beniguecha - Grarem Gouga - Hamala - Chigara.

Wilaya d'Aïn Defla :

— Miliana - Oued Djemaa - Bathia - El Hassania - Tacheta Zougagha - Tarik Ibn Ziad - Aïn Bouyahia - Hammam Righa - Aïn Torki - El Maine - Arib - Ben Allal - Belaas - El Amra - Aïn Benian - El Abadia - Hoceinia.

Wilaya d'Aïn Témouchent :

— Aïn Kihal - Aïn Tolba - Tadmaya - Béni Saf - El Emir Abdelkader - Aghlal - Sidi Safi - Aoubellil - Oulhaca El Gheraba.

Wilaya de Relizane :

— Ramka - El Ouldja - Ammi Moussa - Souk El Haad - Aïn Tarek - Had Echikalla.

**REDEVANCE DUE AU TITRE DU DROIT DE
CONCESSION**

Art. 40. — Il est prélevé, au profit de l'office national des terres agricoles (ONTA), un taux de 5% du montant de la redevance réellement recouvré au titre du droit de concession sur les terres agricoles du domaine privé de l'Etat.

Art. 41. — La redevance au titre du droit de concession sur les terres agricoles du domaine privé de l'Etat est fixée selon les zones de potentialités et les catégories des terres (en irrigué ou en sec), par hectare, par an et en hors taxes, comme suit :

ZONES DE POTENTIALITES AGRICOLAS	MONTANTS	
	IRRIGUE	SEC
A	15.000 DA	3.000 DA
B	10.000 DA	2.000 DA
C	5.000 DA	1.000 DA
D	800 DA	

Les zones de potentialités agricoles sont fixées par voie réglementaire.

DISTRACTION DES TERRES AGRICOLES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة الفلاحة

وزارة الداخلية

و التنمية الريفية

و الجماعات المحلية

9 2 مارس 2011

0191--

*Madame
et Messieurs Les Wafis*

Objet : A/S. distraction des terres agricoles pour la réalisation d'équipements publics.

Réf. : -Instruction de Monsieur le Premier Ministre n°001 du 19 avril 2010.
-Envoi n°174 du 28 février 2011 de Monsieur le Premier Ministre.

Pièce jointe : Un (01).

Dans le cadre de l'application des instructions ci-dessus citées en référence, la présente instruction interministérielle a pour objet de définir la procédure de traitement de la totalité des demandes de distraction des terres agricoles déposées au niveau des comités de la wilaya pour la réalisation d'infrastructures publiques .

A ce titre, il convient de rappeler que les instruments d'aménagement et d'urbanisme en vigueur doivent constituer la base de référence pour l'identification des sites appropriés pour l'implantation cohérente des projets envisagés.

Par ailleurs, le recours à des assiettes foncières à vocation agricole ne peut être envisagé que lorsque toute autre option de choix de terrain non agricole n'est pas possible, en raison de son indisponibilité.

Aussi, la préservation impérative du foncier agricole implique, en cas de son affectation pour la construction, une conception de projet la plus économe en matière d'emprise à distraire.

En l'absence de disponibilités foncières au sein des secteurs urbanisables délimités par les instruments d'urbanisme en vigueur d'une part et dans l'impossibilité de délocaliser les projets au niveau d'autres communes d'autre part, le recours aux terrains agricoles, situés en dehors des secteurs urbanisables pourrait être, a titre exceptionnel, envisagé.

Dans ces conditions, il s'agira d'orienter les distractions des assiettes foncières vers les terres agricoles de faible ou moyenne potentialités ; les terres à haute potentialités nécessitant un exposé des motifs détaillé et particulier.

Choix de l'assiette foncière :

Sur la base de la demande formulée par le secteur concerné, une commission de wilaya de choix de terrain, procède à l'identification de l'assiette foncière destinée à l'implantation du projet.

La parcelle à distraire doit être choisie en tenant compte notamment :

- *de la viabilité économique de l'exploitation ;*
- *de la proximité immédiate de secteurs urbanisables ;*
- *d'une optimisation de son occupation par une construction en hauteur et en évitant par conséquent tout espace excédentaire ;*
- *des conditions de constructibilité et de viabilités du site en matière d'accessibilité et de réalisation des réseaux divers.*

Le choix du site est sanctionné par un Procès Verbal signé par les membres de la commission du choix du terrain.

Le traitement de la demande :

La demande de distraction d'une parcelle de terre agricole fait l'objet, d'un examen par une commission de wilaya instituée à cet effet.

La commission de wilaya : est composée du :

- Wali ou son représentant, président ;
- Directeur des services agricoles;
- Directeur de l'urbanisme et de la construction ;
- Directeur des domaines ;
- Directeur du secteur initiateur du projet.

Le dossier de demande de distraction de l'assiette foncière :

Dans la mesure où l'assiette foncière présélectionnée est constructible, la commission de wilaya dresse un dossier constitué :

- de la demande motivée du secteur concerné ;
- d'un extrait et d'une copie de l'arrêté du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) approuvé ;
- de la décision d'inscription du projet ;
- des références ou normes relatives à la consistance de la superficie de l'assiette nécessaire au projet ;
- du PV de la commission du choix de terrain ;
- du plan de délimitation de la parcelle ;
- du rapport d'évaluation domaniale pour l'indemnisation des exploitants.
- L'exposé des motifs du recours aux terres agricoles à potentialité bonne ou élevée.

Le dossier ci-dessus est transmis par la wilaya au Ministère de l'agriculture et du développement rural.

Dans le respect des dispositions de l'instruction du Premier Ministre, la Commission locale doit apporter les avis et recommandations pertinents quant à la recevabilité de la demande.

La prise de possession du terrain sollicité :

La prise de possession des terrains situés en dehors du secteur urbanisable s'effectue suite à la notification par Monsieur le Premier Ministre de la décision du Comité Interministériel aux walis concernés.

Tels sont les éléments qui doivent désormais guider la mise en œuvre du processus de distraction des terres agricoles pour la réalisation des projets publics de développement.

Il est attendu de Madame et Messieurs les walis le traitement de la totalité des demandes de distraction destinées à la réalisation d'infrastructures publiques au plus tard le 31 Mars 2011.

Vous voudrez bien prendre toutes les dispositions nécessaires pour agir afin d'assurer une protection maximale des terres agricoles qui constituent une composante fondamentale dans la sécurité alimentaire.

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES
COLLECTIVITES LOCALES



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DU DEVELOPPEMENT RURAL



Commission technique locale chargée de statuer sur les demandes de distraction de terres agricoles pour les besoins incompressibles liés à la réalisation des projets publics de développement.

PROCES VERBAL DU.....

WILAYA DE :.....

Daïra :.....

Commune :.....

Intitulé du Projet :.....

1 - Informations sur la terre :

- Nature juridique de la terre :.....
- Relevant de l'exploitation agricole :.....
- Superficie de l'exploitation :.....
- En sec :.....
- En irrigué :.....
- Nombre d'exploitants :.....
- Situation vis-à-vis des instruments d'urbanisme :.....
- N° et date de l'arrêté d'approbation du PDAU :.....
- Potentialité : Faible – Moyenne – Bonne – Elevée (Joindre l'inventaire des biens superficiaires de l'exploitation).

2 - Informations sur le projet :

- Auteur de la demande :.....
- Bénéficiaire :.....
- Le projet :.....
- N° et date de la décision d'individualisation du projet.....
- Découle-t-il de la carte de déploiement élaborée par le département ministériel concerné (joindre les références) :.....
- Superficie totale du projet :.....
- Dont superficie bâtie :.....

3- TRAITEMENT DE LA DEMANDE :

- Le projet peut-il être localisé dans le secteur d'urbanisation du PDAU de la commune : sinon pourquoi ?
.....
- Le projet peut-il être délocalisé vers les secteurs d'urbanisation des PDAU des autres communes de la wilaya : sinon pourquoi ?.....
- Exposé des motifs du recours à la localisation du projet sur une terre agricole à potentialité bonne ou élevée :.....
- Joindre le plan de délimitation et de bornage de la parcelle.
- Joindre le plan de délimitation et de bornage de l'exploitation agricole actualisé.
- Joindre le rapport d'évaluation domaniale pour l'indemnisation des exploitants.

AVIS DE LA COMMISSION

SIGNATURE DES REPRESENTANTS :

- Wali ou son représentant, président ;
- Directeur des services agricoles;
- Directeur de l'urbanisme et de la construction ;
- Directeur des domaines ;
- Directeur du secteur initiateur du projet.

FERMES PILOTES/PARTENARIAT



Le Ministre

الوزير

Argel, le
رقم: 219 / أ.و.

14 مارس 2011
الجزائر في

INSTRUCTION

MESSIEURS

LE PRESIDENT DE LA SGP/SGDA
LE PRESIDENT DE LA SGP/PRODA
LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ONTA
LES DIRECTEURS DES SERVICES AGRICOLES DES WILAYAS

OBJET: Conditions et modalités de mise en œuvre de partenariats en vue de la gestion et de l'exploitation des fermes pilotes érigées en entreprises publiques économiques (SPA)

REFERENCES

- Résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du Conseil des participations de l'Etat ; -
Note n° 109 DC/PM du 27 février 2011 de Monsieur le Premier Ministre

La présente instruction a pour objet de déterminer les conditions et les modalités de mise en œuvre du partenariat entre les fermes pilotes destinées au partenariat et érigées en sociétés par actions et des partenaires personnes physiques ou morales de droit algérien en application de la Résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du Conseil des participations de l'Etat et de la note n° 109 DC/PM du 27 février 2011 de Monsieur le Premier Ministre .

Elle définit les principes directeurs qui doivent gouverner les processus de partenariat, les modalités de choix des partenaires et de formalisation du partenariat ainsi que les conditions de mise en œuvre.

I. LES PRINCIPES DIRECTEURS

Au regard de la situation qui prévaut au niveau des fermes pilotes, et pour permettre une intervention cohérente, dans la perspective de leur intégration à l'ensemble du dispositif mis en place, la réhabilitation et la redynamisation de ces espaces agricoles deviennent une exigence, voire un impératif en raison notamment des grandes potentialités qu'elles recèlent et du rôle qu'elles peuvent jouer dans la mise en œuvre de la politique de développement agricole et rural.

En effet, ces fermes pilotes pourront constituer

- une capacité de production de matériel de base en matière de semences, plants et géniteurs pour les filières stratégiques ;
- des centres de sélection et de multiplication des potentialités génétiques animales et végétales pour la préservation des espèces locales ;
- un potentiel pour la mise en oeuvre des programmes de développement de différentes filières agricoles.

Il est évident, au regard des expériences antérieures , que ces objectifs ne peuvent être atteints dans les formes d'organisation et de gestion actuelles ; c'est pour cette raison qu'il est apparu nécessaire de procéder à la mise en œuvre de la législation relative à l'investissement à ces entreprises économiques à travers l'ouverture de leur capital aux investisseurs professionnels nationaux et étrangers notamment les dispositions des articles 58 et 62 de l'ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi des finances complémentaire pour 2009 et de la résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du CPE.

Toutefois, il est entendu que les terres et les bâtiments de production rattachés à ces fermes sont et demeureront, la propriété de l'Etat ; elles sont mises à leur disposition par voie de concession conformément aux dispositions du décret exécutif n°11-06 du 10 janvier 2011, précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat affectés ou rattachés à des organismes et aux établissements publics.

Une fois leurs statuts réaménagés en la forme de société par actions, une concession d'une durée de 40 ans renouvelable leur sera octroyée, leur patrimoine doit être évalué de façon à ouvrir leur capital à des partenaires nationaux ou étrangers.

Etant indépendantes des autres procédures, les opérations d'évaluation du patrimoine doivent être effectuées sans délai, en vous assurant, toutefois, que les méthodes d'évaluation utilisées soient fiables et adaptées au contexte particulier des fermes pilotes. Vous me rendrez compte régulièrement de l'état d'avancement de cette opération dont vous saisissez tout l'intérêt au regard de l'ouverture du capital.

La société par actions (Spa) ainsi créée, devra exercer pleinement et en toute autonomie les compétences qui lui sont dévolues par ses statuts tant dans la phase d'ouverture de son capital à des partenaires que durant la phase de réalisation des programmes d'investissements.

Il est donc impératif que les organes sociaux et de direction des sociétés chargées de la gestion des fermes pilotes soient immédiatement opérationnels et pleinement responsabilisés dans la conduite du processus des partenariats qui seront engagés dans le strict respect des procédures définies par la législation et réglementation en vigueur et la présente instruction

Cependant en raison des enjeux qui s'attachent à ces entreprises et à la spécificité des actions que les pouvoirs publics entendent réaliser, il est nécessaire, au moins dans une phase transitoire d'organiser et d'encadrer les opérations de partenariat selon un dispositif particulier qui, tout en respectant les prérogatives des sociétés de gestion des participations de l'Etat, permet à l'Etat propriétaire des terres et du capital des entreprises d'intervenir à toutes les phases du processus décisionnel qu'il s'agisse de la liste des fermes à mettre en partenariat, de l'orientation du choix du partenaire, ou de la période à laquelle ces partenariats interviendront.

En tout état de cause, la réunion d'une assemblée extraordinaire de la SGP sera nécessaire pour la validation de toute opération liée au partenariat.

L'approche retenue est fondée sur les principes directeurs suivants:

- la concession comme mode d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, d'une durée de 40 ans, renouvelable;
- la production de semences et de plants de qualité ainsi que la production d'intrants destinés à accompagner le programme, public de développement de l'agriculture ;
- le développement d'investissements agricoles avec des partenaires étrangers dans le respect de la législation économique nationale ;
- le développement agricole intensif avec des investisseurs nationaux présentant des références professionnelles.
- la priorisation des activités de préservation du patrimoine génétique national ;
- la participation en priorité à la couverture des besoins du marché national en matière d'écoulement de la production de la ferme.

II. MODALITES DE CHOIX DES PARTENAIRES

Les fermes pilotes érigées en sociétés par actions (Spa) et destinées au partenariat peuvent engager un partenariat avec des personnes physiques ou morales de droit algérien, après appel à concurrence ou, sans appel formel à la concurrence, à l'initiative du Ministre de l'agriculture et du développement rural.

2.1. L'Appel à concurrence

L'appel à concurrence sera réalisé en deux phases

- L'appel à manifestation d'intérêt qui débouchera sur une liste restreinte de candidats (short list) ;
- L'invitation à retirer le cahier des charges aux candidats retenus sur la liste restreinte (short list).

2.1.1. Appel à manifestation d'intérêt.

Après adoption par le Ministre de l'agriculture et du développement rural d'une liste de fermes pilotes destinées au partenariat, la société de gestion des participations de l'Etat (SGP), procède au lancement de l'appel à manifestation d'intérêt à travers une large diffusion y compris sur le site web du Ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le dossier d'appel à manifestation d'intérêt comporte

- Un document attestant des références techniques et professionnelles du candidat;
- Une attestation de capacités financières établie par la banque du candidat.

Il sera demandé aux candidats de retirer auprès de la SGP, les fiches programmes des fermes pilotes, objet de l'appel à manifestation d'intérêt.

Les manifestations d'intérêt sont déposées auprès de la société de gestion des participations de l'Etat (SGP).

L'examen des manifestations d'intérêt est confié à une commission ad hoc présidée par le président directeur général de la SGP

Cette commission propose à la validation de l'assemblée générale extraordinaire, une liste restreinte « short list» des candidats admis à retirer le cahier des charges.

2.1.2. Invitation à soumissionner

Les candidats retenus dans la liste restreinte (short list) seront invités à retirer le cahier des charges.

Le cahier des charges comportera, outre les instructions aux candidats et le cahier des clauses administratives générales :

- un modèle de déclaration sur l'honneur du candidat;
- un modèle de déclaration de solidarité de groupement le cas échéant ;
- un modèle d'engagement à mettre en place les compétences techniques et les moyens financiers nécessaires à la réalisation du programme ;
- un modèle de caution de soumission ;
- un modèle d'attestation par laquelle un établissement financier de premier rang, fait état de sa connaissance de l'offre et atteste que le candidat (soumissionnaire) dispose d'une capacité financière suffisante lui permettant de réaliser le projet;
- une annexe technique décrivant le programme de production, d'investissement et les objectifs de rendements établie sur la base de la fiche programme de la ferme pilote;

Les offres présentées conformément à la réglementation en vigueur, sont déposées auprès de la société de gestion des participations de l'Etat (SGP).

L'ouverture des plis est assurée par la commission sus évoquée; cette commission est chargée de se prononcer sur la recevabilité des offres par rapport au cahier des charges et aux documents qui l'accompagnent.

2.1.3. Evaluation des soumissions

L'évaluation des offres est confiée à une commission présidée par le président de la SGP.

Afin de permettre aux candidats admis à soumissionner, de remettre des offres, et de formuler leurs « business plan », des visites des lieux sont organisées conjointement par la Société d'exploitation et de valorisation des fermes et périmètres agricoles et la Direction des services agricoles de la wilaya concernée.

En effet, outre les documents cités ci-dessus, le candidat doit accompagner son offre d'un « business plan » élaboré après la visite des lieux et qui comprend : le montant des investissements, leur nature et l'échéancier - le système de production prévu- le mode de financement des investissements prévus - l'approvisionnement du marché national et l'exportation de produits agricoles (éventuellement) - les bénéfices prévisibles en spécifiant le montant, et, les proportions respectives de chacune des parties.

La sélection des candidats est opérée par la commission citée ci-dessus, sur la base des critères de notation suivants :

- Volume des investissements (Physique et financier)..... 25 points
- Délais de réalisation des investissements..... 15 points
- Production de semences, plants, géniteurs..... 20 points
- Engagement sur les bénéfices à partir de la 3eme année..... 15 points
- Maintien et Création d'emplois..... 15 points
- Références techniques et professionnels et/ou Engagement d'une institution technique à accompagner le partenaire..... 10 points

Les soumissionnaires ayant obtenu une note inférieure à 50% sont éliminés.

Sur la base du procès verbal de la commission d'évaluation des offres visée ci-dessus, l'assemblée générale extraordinaire valide le choix du partenaire offrant les meilleures conditions de réalisation des programmes et de conduite technique. Dans le cas contraire, la procédure est relancée

2.2. Le partenariat initié à la demande du Ministre de l'agriculture et du développement rural, Président de l'assemblée générale de la SGP.

Le projet de partenariat peut être initié à la demande du Ministre de l'agriculture et du développement rural, sans recours à l'appel à concurrence, le Premier Ministre, Président du Conseil des participations de L'Etat, informé, notamment dans les cas où:

- le projet de partenariat présente un caractère prioritaire et d'importance nationale ;
- le projet de partenariat présente un intérêt technologique avéré;
- le projet de partenariat participe à une satisfaction importante de la demande nationale en produits agricoles ou d'intrants dépendant de l'importation;
- l'appel à manifestation d'intérêt est déclaré infructueux.

Dans ce cas, le partenaire est soumis au dépôt du même dossier cité ci-dessus.

III. FORMALISATION DU PARTENARIAT

Le partenariat doit être conclu conformément aux dispositions des articles 58 et 62 de l'ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi des finances complémentaire pour 2009 et de la résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du CPE.

Les projets de partenariats validés par l'assemblée générale de la SGP, sont soumis à l'examen et à la décision du conseil des participations de l'Etat (CPE)

3 .1. Contenu de la convention de partenariat

La convention de partenariat doit indiquer notamment

- Le mode de passation ;
- L'objet de la convention ;
- Le patrimoine objet du partenariat désigné sur la base d'un inventaire physique ;
- La durée de la convention ;
- Le programme d'investissement ;
- Les conditions financières;
- Les obligations et les droits des parties à la convention ;
- Le droit de reprise et l'exercice du droit de préemption par l'Etat ;
- Le régime du personnel d'exploitation ;
- L'entrée en vigueur et la fin de la convention ;
- Le mode de règlement des litiges.

3.2. La négociation de la convention de partenariat

La négociation de la convention de partenariat ne peut pas porter sur le droit de concession qui doit demeurer le droit de la ferme pilote même après ouverture du capital.

Vous voudrez bien me rendre compte de toute difficulté que vous rencontrerez à ce sujet lors de la négociation de la convention.

Une copie de la convention signée par les deux parties est notifiée au ministre de l'agriculture et du développement rural, au wali territorialement compétent et à la SGP.

IV. MISE EN OEUVRE DU PARTENARIAT

4.1 Délai de démarrage des programmes d'exploitation

Le délai de démarrage de la mise en oeuvre des programmes d'exploitation objet de la convention de partenariat ne saurait excéder trois (03) mois à compter de la signature de la convention de partenariat par les deux parties.

Aucune modification du programme d'investissement ou de production arrêté dans la convention de partenariat et dans les conditions techniques ne peut être apportée après accomplissement des formalités de partenariat sans l'approbation préalable du Ministre de l'agriculture et du développement rural, à la demande la SGP concernée.

4.2. Evaluation et contrôle

La société par actions qui a engagé le partenariat doit rendre compte annuellement à la SGP, durant les quatre (4) premières années du projet, de l'état d'avancement du programme convenu entre les parties.

En cas de retard constaté ou de non-conformité au cahier des charges de la concession de la terre ou à la convention de partenariat, la SGP met en demeure les partenaires d'avoir à se conformer au programme et au cahier des charges. En cas de persistance de la non-conformité, malgré une nouvelle mise en demeure, le partenariat peut être résilié à l'initiative de la SGP ou défaut à la diligence de l'office national des terres agricoles

Au terme de la Sème année, la société par actions qui a engagé le partenariat adresse à la SGP, un rapport exhaustif d'étape et un rapport financier certifié. Ce rapport d'étape comporte une analyse de l'impact du projet sur la SPA, gestionnaire de la ferme pilote et sur le programme de renouveau agricole et rural. Le rapport d'étape inclut un nouveau plan quinquennal et un budget actualisé.

A cet effet, l'office national des terres agricoles destinataire du rapport d'évaluation, désigne également un expert évaluateur et rend compte au ministre de la l'agriculture et du développement rural.

Sur la base du rapport de l'expert évaluateur et en cas d'évaluation positive, le Ministre de l'agriculture et du développement rural autorise le partenariat pour une durée additionnelle de 05 ans.

En cas de rapport négatif de l'expert évaluateur, l'office national des terres agricoles adresse à la société créée en partenariat une mise en demeure. Au cas où la mise en demeure reste sans effet, l'acte de concession est résilié par l'administration des domaines, à la diligence de l'ONTA, le Ministre de l'agriculture et du développement rural informé.

L'Office national des terres agricoles est chargé du contrôle des conditions d'application du cahier des charges par les partenaires ainsi que la conformité de l'exploitation des terres et des biens superficiels en rapport avec les conditions techniques convenues dans le cadre du partenariat.

En dernier lieu et compte tenu de la reconfiguration du portefeuille des SGP en fonction des axes directeurs de la politique de renouveau agricole et rural arrêtée par la résolution du CPE du 17 mars 2010, je vous invite à élaborer et soumettre à débat dans les meilleurs délais, une charte définissant de façon claire, les rôles, les responsabilités et le processus de prise de décision au sein des groupes et entre les groupes et les SGP.

J'attache le plus grand prix à la stricte application de la présente instruction.



En communication à:

- Monsieur le Premier Ministre ;
- Monsieur le Ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Monsieur le Ministre des finances ;
- Monsieur le Ministre de l'industrie de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement ;
- Madame et messieurs les Walis.

**ACCESSION A LA PROPRIETE FONCIERE
AGRICOLE (APFA)**

LOIS ET ORDONNANCES

Loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 151 et 154

Vu les résolutions de la 3ème session du Comité central du Front de libération nationale, consacrée à l'agriculture ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971, portant révolution agraire et les textes pris pour son application ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, portant code civil ;

Vu la loi n° 82-02 du 6 février 1982 relative au permis de construire et au permis de lotir ;

Vu le décret n° 75-166 du 30 décembre 1975 fixant les limites de zones steppliques ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I

DISPOSITONS PRELIMINAIRES

Article 1er. — La présente loi a pour objet de définir les règles relatives à l'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur des terres et de fixer les conditions de mutation de propriété portant sur des terres privées agricoles et à vocation agricole.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de la Constitution, sont exclues du champ d'application de la présente loi, les terres relevant du régime de l'auto-gestion ou du fonds national de la révolution agraire.

Art. 3. — Toute personne physique jouissant de ses droits civiques, ou toute personne morale de statut coopératif, de nationalité algérienne, peut acquérir des terres agricoles ou à vocation agricole dans les conditions fixées par la présente loi.

CHAPITRE II

DE L'ACCESSION A LA PROPRIETE PAR LA MISE EN VALEUR DES TERRES

Art. 4. — Sous réserve des dispositions contraires édictées par la législation et la réglementation en vigueur, l'accession à la propriété par la mise en valeur porte sur des terres relevant du domaine public situées en zone saharienne ou présentant des caractéristiques similaires, ainsi que sur les autres terres non affectées relevant du domaine public et susceptibles d'être utilisées, après mise en valeur, pour l'agriculture.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Art. 5. — A l'intérieur des zones définies à l'article 4 de la présente loi, les collectivités locales délimitent, après avis des services de l'agriculture et de l'hydraulique, les périmètres dans lesquels se trouvent les terres destinées à l'acquisition par la mise en valeur.

Art. 6. — L'acquisition des terres en vertu du présent chapitre, emporte transfert de la propriété au profit du candidat à la mise en valeur des terres.

Le transfert de propriété ainsi reconnu est assorti d'une condition résolutoire consistant en la réalisation d'un programme de mise en valeur élaboré par l'acquéreur et adopté par l'administration.

Le transfert de propriété s'effectue au dinar symbolique.

Art. 7. — Les modalités et procédures pour l'accession à la propriété des terres par la mise en valeur sont précisées par décret.

Art. 8. — La mise en valeur au sens de la présente loi, s'entend de toute action susceptible de rendre propre à l'exploitation des terres à vocation agricole.

Ces actions peuvent notamment porter sur des travaux de mobilisation de l'eau, d'aménagement, de défrichage, d'équipement, d'irrigation, de drainage, de plantation, de conservation des sols en vue de féconder et de les mettre en culture.

Art. 9. — La mise en valeur peut s'accompagner par la réalisation de locaux à usage d'habitation

destinée à l'exploitant et sa famille, de bâtiments d'exploitation et de toute dépendance courante d'une exploitation agricole.

Art. 10. — La levée de la condition résolutoire visée à l'article 6 de la présente loi doit être demandée par le propriétaire.

Elle intervient après constatation de la réalisation du programme de mise en valeur selon des modalités fixées par décret.

Art. 11. — Le propriétaire dispose d'un délai de cinq années, sauf cas de force majeure pour réaliser son programme de mise en valeur.

Toutefois, si à l'échéance du délai précité la mise en valeur n'a été que partielle, des mesures particulières seront prises conformément à des modalités qui seront déterminées par décret.

Art. 12. — La dimension des projets de mise en valeur entrepris dans les conditions prévues au présent chapitre est fonction de paramètres, dont notamment :

- la disponibilité et la demande en terres et en eau,
- la viabilité économique de l'exploitation,
- la localisation des terres sollicitées.

Un décret fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 13. — Les propriétaires peuvent bénéficier sur leur demande de concours remboursables sous formes de crédits destinés aux financements du programme de mise en valeur.

Le montant et les modalités d'actroi de ces crédits sont fixés par les lois de finances.

Art. 14. — Les propriétaires peuvent dans le cadre des lois de finances, bénéficier d'exonérations, de taxes, droits et redevances sur les biens d'équipement et fournitures nécessaires à la mise en œuvre de leurs programmes de mise en valeur ou à l'exploitation des terres devenues productives.

Art. 15. — La condition résolutoire invoquée par l'autorité administrative compétente est dans tous les cas appréciée par voie judiciaire.

CHAPITRE III

DE L'ACCESSION A LA PROPRIETE PAR MUTATION

Art. 16. — L'accession à la propriété par mutation portant sur des terres agricoles ou à vocation agricole, est autorisée dans les limites des superficies telles qu'elles découlent des conditions fixées à l'article 12 ci-dessus pour les terres acquises conformément au chapitre II.

Pour les autres terres, propriété privée, l'accèsion à la propriété par mutation est autorisée conformément aux dispositions en vigueur de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 et l'ensemble des textes pris pour son application.

Art. 17. — Les terres acquises, au titre de la mise en valeur dans les conditions fixées au chapitre II de la présente loi, ne peuvent faire l'objet de mutation qu'à la levée de la condition résolutoire prévue à l'article 6 ci-dessus.

Toutefois, en cas d'incapacité dûment constatée du propriétaire ou de ses héritiers à poursuivre l'œuvre de mise en valeur, celui-ci peut transférer ses droits à charge pour l'acquéreur de souscrire dans les mêmes formes à la condition résolutoire.

Art. 18. — Les terres objets de mutation de propriété, ne peuvent être détournées de leur vocation agricole que dans les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 19. — Les dispositions des articles 158 à 165 relatives au droit de préemption ainsi que celles de l'article 168 de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 susvisés, sont abrogées.

Art. 20. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 août 1983.

Chadli BENDJEDID

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE

Décret n° 83-724 du 10 décembre 1983 fixant les modalités d'application de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accèsion à la propriété foncière agricole.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 81-02 du 14 février 1981, modifiant et complétant l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu la loi n° 81-09 du 4 juillet 1981 modifiant et complétant l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier ;

Vu le décret n° 76-62 du 25 mars 1976 relatif à l'établissement du cadastre ;

Vu le décret n° 76-63 du 25 mars 1976 relatif à l'institution du livre foncier ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'application de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée.

CHAPITRE I

DE LA LOCALISATION DES TERRES A METTRE EN VALEUR

Art. 2. — La localisation des terres à mettre en valeur peut s'opérer dans le cadre du plan d'aménagement de la commune selon deux formes distinctes :

- l'une à l'initiative des collectivités locales,
- l'autre à l'initiative des candidats à la mise en valeur,

Art. 3. — La localisation opérée à l'initiative des collectivités locales porte sur des terres situées dans et autour de concentrations agricoles existantes ou potentielles, notamment du fait de la disponibilité de la ressource en eau.

Ces terres font obligatoirement et préalablement à toute opération de cession, l'objet de périmètres délimités et matérialisés après avis des services techniques compétents de l'agriculture, de l'hydraulique et des domaines.

Art. 4. — La liste des périmètres ainsi localisés est fixée par arrêté du wali et affichée dans les locaux de l'APC concernée.

Cette liste est révisable en fonction de l'évolution des données portant sur les potentialités agricoles ou la ressource en eau.

Art. 5. — Les périmètres inventoriés conformément à l'article 4 ci-dessus font l'objet d'un découpage en parcelles dont la dimension prend en compte la superficie minimale cessible et les aménagements éventuels.

Les plans issus de ces opérations font l'objet d'un affichage au niveau de l'A.P.C. concernée.

Art. 6. — La superficie minimale cessible est spécifique à chaque périmètre et est appréciée par les services techniques de wilaya de l'agriculture par référence à une unité de base correspondant à une exploitation économiquement viable dans les conditions agro-économiques locales.

L'aménagement s'entend de toute implantation d'infrastructure d'habitation, d'exploitation ou d'équipement public.

Art. 7. — La localisation opérée à l'initiative des candidats à la mise en valeur peut porter sur toute autre terre à l'exclusion des périmètres et leur proximité immédiate et sans préjudice des dispositions des articles 2 et 4 de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée.

CHAPITRE II

DES MODALITES DE PROCEDURE D'ACCESSION A LA PROPRIETE FONCIERE AGRICOLE PAR LA MISE EN VALEUR

Art. 8. — Le candidat à la mise en valeur formule une requête écrite adressée au chef de la daïra du lieu de situation de la parcelle souhaitée.

Les requêtes, accompagnées d'un dossier, sont enregistrées dans l'ordre chronologique sur deux registres ouverts à cet effet, contre remise d'un récépissé de dépôt, destinés l'un pour les candidatures portant sur des parcelles situées dans les périmètres et l'autre pour les candidatures fondées sur l'article 7 ci-dessus.

Art. 9. — Le dossier de candidature comprend :

- la requête du candidat,
- la localisation de la ou des parcelles souhaitées ainsi que leur superficie approximative,
- le programme de mise en valeur projeté,
- le montant de l'investissement envisagé,
- un plan sommaire dans le cas des parcelles situées hors périmètres, toutes les fois où cela est possible.

Art. 10. — En vue de leur instruction, les dossiers sont soumis au comité technique de daïra restreint aux représentants locaux des services de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'administration des domaines.

Art. 11. — Le comité technique est chargé de donner un avis technique sur la faisabilité des projets de mise en valeur.

L'avis peut être favorable ou assorti de réserves.

L'avis défavorable est obligatoirement motivé.

Art. 12. — Le comité technique dispose d'un délai maximal d'un mois pour donner son avis.

Art. 13. — Les dossiers, accompagnés de l'avis du comité technique, sont transmis à l'A.P.C. du lieu de situation des parcelles aux fins de délibération, au besoin en séance extraordinaire,

Le rejet de dossier par l'A.P.C. doit être motivé dans la délibération.

Art. 14. — Les délibérations sont transmises au wali compétent pour approbation dans les formes et délais légaux.

Tout rejet de dossier par le wali doit être motivé et notifié au candidat qui dispose d'un droit de recours conformément à la législation en vigueur.

Il en est de même lorsque l'agrément du dossier est assorti de réserves ou de prescriptions techniques particulières.

Art. 15. — L'arrêté du wali, accompagné de la délibération de l'A.P.C. et du plan des parcelles, le cas échéant, est transmis à la sous-direction des affaires domaniales et foncières aux fins d'établissement d'un acte de propriété assorti de la condition résolutoire et dont le modèle est fixé par arrêté du ministre des finances. Le titre établi est enregistré puis publié à la conservation foncière territorialement compétente conformément à la réglementation en vigueur en la matière.

Art. 16. — L'A.P.C. notifie aux intéressés l'arrêté du wali dès sa réception, celui-ci vaut autorisation d'entreprendre les travaux de mise en valeur.

En tout état de cause, si au terme d'un délai de trois mois à compter du dépôt du dossier par le candidat, aucun rejet n'était notifié, ni l'arrêté intervenu, la demande est réputée acceptée et l'A.P.C. est tenue de délivrer dans ce cas une attestation reconnaissant la qualité de propriétaire au postulant.

Art. 17. — La direction de l'agriculture et des forêts de wilaya est chargée d'assurer le suivi de la procédure indiquée au présent chapitre selon les modalités qui seront précisées en tant que de besoin.

CHAPITRE III

DES MODALITES DE CONSTATATION DE LA MISE EN VALEUR

Art. 18. — Pendant la durée de la mise en valeur, le dossier de chaque propriétaire est conservé au niveau de l'A.P.C. concernée.

Art. 19. — A l'issue de la mise en valeur, le propriétaire saisit l'A.P.C., aux fins de levée de la condition résolutoire.

Art. 20. — La levée de la condition résolutoire s'opère conformément aux dispositions du présent chapitre.

Art. 21. — La réalisation du programme de mise en valeur est appréciée et constatée par un comité composé :

— du président de la commission de l'agriculture et du développement de l'A.P.C.,

du représentant local de l'U.N.P.A.,

— du représentant local des services techniques agricoles,

— du représentant local des services de l'hydraulique,

— du représentant local de l'administration des domaines.

Art. 22. — Un rapport est dressé à l'issue de chaque opération de constat dont l'original est adressé au Président de l'A.P.C. concernée et copie au propriétaire concerné.

Art. 23. — Lorsque le rapport de constat est positif, la levée de la condition résolutoire est demandée par le Président de l'A.P.C. au wali dans les quinze jours au plus à compter de la réception du rapport.

Cette levée est consacrée par un arrêté délivré dans le mois de la demande et notifié à l'A.P.C. et au propriétaire.

Art. 24. — En vue de l'annulation de la condition résolutoire, l'arrêté du wali est déposé à la conservation foncière.

Art. 25. — Lorsque le rapport de constat est négatif, le propriétaire peut user du délai maximal de cinq années s'il ne l'a pas épuisé.

A l'expiration des cinq années, et en l'absence de cas de force majeure opposée par le propriétaire, le wali, sur demande du président de l'A.P.C., saisit le juge compétent, en vue d'invoquer la condition résolutoire.

Dans le cas où le juge ordonne la résolution de l'opération, le défendeur conserve la propriété des équipements et matériels qu'il a éventuellement apportés.

CHAPITRE IV

DES SITUATIONS PARTICULIERES

Art. 26. — Nonobstant les dispositions de l'article 25 ci-dessus et conformément à l'article 11 de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée, il peut être décidé les mesures particulières prévues au présent chapitre lorsque le délai de cinq années est épuisé et que la mise en valeur n'a été que partielle.

Art. 27. — Lorsque le lot de terre mis effectivement en valeur excède la superficie minimale accessible au sens de l'article 6 du présent décret, la condition résolutoire ne porte que sur la superficie restante.

Dans le cas inverse, il est fait application de l'article 26 ci-dessus, sans préjudice de l'appréciation souveraine du juge.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 28. — Dans les zones de montagne, notamment l'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur de parcelle dont la superficie ne correspond pas aux caractéristiques d'une exploitation économiquement viable au sens de l'article 6

ci-dessus obéit aux dispositions du présent décret au plan des procédures. Les prescriptions techniques particulières en matière de travaux de mise en valeur seront précisées par un texte ultérieur.

Art. 29. — Conformément à l'article 19 de la loi n° 83-18 du 13 août 1983 susvisée, supprimant le droit de préemption, les mutations portant sur les terres agricoles ou à vocation agricole sont dispensées de la publicité préalable.

Dés lors, tous transferts de droits réels immobiliers portant sur des terres agricoles ou à vocation agricole sont libres.

Art. 30. — Les dispositions du présent décret pourront être précisées, en tant que de besoin, par des textes ultérieurs.

Art. 31. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 décembre 1983.

Chadli BENDJEDID

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° 435 /SM DU 18 AVRIL 1984

RELATIVE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE AGRICOLE

PAR LA MISE EN VALEUR

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE

OBJET / Accession à la propriété agricole par la mise en valeur.

REF. / Loi N° 83-18 du 13 Août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole.

Décret N° 83-724 du 10 Décembre 1983 fixant les modalités d'application de la Loi N° 83-18 du 13 Août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole.

P . J./ Cinq (05).

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre de la Loi N° 83-18 du 13 Août 1983, et son décret d'application N° 83-724 du 10 Décembre 1983.

A) - RAPPEL DE L'OBJECTIF DE LA LOI :

Il s'agit d'encourager les citoyens à mettre en valeur au maximum les potentialités agricoles du pays.

Pour ce faire, l'Etat reconnaît un droit de propriété à tout citoyen qui met en valeur une terre par ses propres moyens.

B) - CHAMP D'APPLICATION :

L'article 4 de la Loi susvisée stipule en substance que l'accession à la propriété, par la mise en valeur, porte sur des terres relevant du domaine public situées en zones sahariennes ou présentant des caractéristiques similaires ainsi que sur les autres terres non affectées relevant du domaine public et susceptibles d'être utilisées après mise en valeur pour l'Agriculture.

Sont exclues dès lors du champ d'application de la Loi :

- *Les terres relevant du patrimoine de l'autogestion agricole ;*
- *Les terres du FNRA telles qu'elles ressortent des P.V de clôture t, des opérations de la 1ère et 2ème phases d'application de la Révolution Agraire ;*
- *Les terres relevant du domaine forestier ;*
- *Les terres qui sont destinées à servir d'assiette à des projets d'investissements publics de toute nature ;*
- *Les terres comprises dans les périmètres d'urbanisme.*

- *Les terres de parcours situées dans les zones steppique à l'exception de celles qui, du fait de conditions naturelles favorables ou du fait d'installation permettant leur irrigation saisonnières ou permanentes, peuvent être mises en valeur ;*
- *Les terres appartenant au secteur privé ou reconnues comme ;*
- *Les terres situées dans les sites protégés parc nationaux, réserves naturelles, sites et monuments historiques etc..);*
- *Les terres détenues en propriété ou en jouissance par certains organismes publics du fait de leurs attributions ;*
- *Les terres relevant du domaine militaire.*

Par différence, l'ensemble des autres terres peuvent faire l'objet du champ d'application de la loi.

C) - DE LA LOCALISATION DES TERRES A METTRE EN VALEUR

Le décret d'application de la loi susvisée stipule que :

Article 2 : La localisation des terres à mettre en valeur peut s'opérer selon deux formes distinctes :

- *L'une à l'initiative des collectivités locales;*
- *L'autre à l'initiative des candidats à la mise en valeur.*

Article 3 : La localisation s'opère à l'initiative des collectivités locales porte sur des terres situées dans et autour de concentrations agricoles existantes ou potentielles notamment du fait de la disponibilité de la ressource en eau. Ces terres font obligatoirement et préalablement à toute opération de cession, l'objet de périmètres délimités et matérialisés après avis des services techniques compétents de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Domaines.

Dans le but d'appréhender correctement les problèmes liées à la localisation des terres, il convient de préciser le contenu de certaines notions.

1) - Localisation des périmètres

a. Notion de concentrations agricoles existantes :

Par concentrations agricoles existantes il faut entendre, toute aire, généralement d'un seul tenant, où sont menées par des agriculteurs des activités agricoles et dont les ressources en terre et surtout on eau (particulièrement dans les zones sahariennes ou assimilées) sont connues.

b. Notion de concentrations agricoles potentielles

Les concentrations agricoles potentielles sont des aires analogues où les ressources en terre et en eau sont connues ou en voie de détermination où il n'y a pratiquement pas d'activités agricoles mais qui cependant sont susceptibles de regrouper un nombre conséquent d'exploitants agricoles.

c. Notion de périmètre :

On entend par périmètre, toute zone de mise en valeur englobant des concentrations existantes ou potentielles telles que définies et ce, quelque soit leur situation géographique (sahara, steppe, montagnes. Littoral etc...).

Les périmètres, ainsi définis, doivent :

- *D'une part, être identifiés, délimités et matérialisés par les collectivités locales sur la base des données fournies par les services techniques compétents de l'Agriculture et de l'Hydraulique.*
- *D'autre part, faire l'objet d'un arrêté du Wali qui en fixe la liste commune par commune au fur et à mesure de l'avancement des opérations d'identification.*

d. Affichage des arrêtés d'affectation :

Les arrêtés portant affectation les périmètres devront faire l'objet de la plus large publicité possible : particulièrement par leur affichage au niveau notamment des locaux des A P C concernées.

2) – Localisation des parcelles situées hors périmètres :

Les parcelles sises hors des périmètres et de leur proximité immédiate peuvent être localisées et identifiées soit à l'initiative personnelle des candidats à l'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur, soit à celle, toujours souhaitable, de la collectivité locale concernée notamment lorsque celle-ci dispose de données dans une zone particulière

Il est évident que les demandes de ce type ne pourront s'exprimer que lorsque la liste des périmètres aura été publiée par arrêté du Wali et portée à la connaissance du public par voie d'affichage au niveau des APC.

Cette démarche a pour but d'éviter que des parcelles soient sollicitées et attribuées alors qu'elles peuvent se situer au sein des périmètres.

D) - DE L'ACCESSION A LA PROPRIETE PAR LA MISE EN VALEUR

Tout citoyen peut prétendre à l'acquisition d'une parcelle de terre en toute propriété à la condition qu'il la mette en valeur dans un délai maximum de cinq ans, sauf cas de force majeure.

Néanmoins l'organisation des cessions de parcelles situées dans les périmètres s'effectue comme suit :

1) Cas de concentrations agricoles existantes

Selon l'avis des services techniques compétents de l'Agriculture et de l'Hydraulique portant sur les potentialités en terre et en eau, une concentration agricole existante peut faire ou non l'objet d'une extension.

Pour cela certaines collectivités locales notamment les Wilayate disposent déjà d'un instrument sous forme " entreprise de wilaya " à même de réaliser des. Etudes et/ou des travaux d'aménagement hydro-agricoles.

D'autres, devront se préoccuper de la mise en place de cet instrument en s'inspirant des offices dont l'organisation, et le fonctionnement sont régis par le décret N° 83-70 du 8 Janvier 1983.

Ce type d'organisation dont les attributions seraient essentiellement axées sur les études, doit permettre la prise en charge des opérations d'aménagement des périmètres par :

- a) *La collecte et l'exploitation des données existantes dans une zone déterminée;*
- b) *L'initiation de toute, étude locale, lorsque ces données n'existent pas ou sont insuffisantes;*
- c) *La proposition d'un schéma directeur d'aménagement lorsque le périmètre est identifié et délimité en vue de prendre en charge l'ensemble des opérations, quand bien même celles-ci seraient réalisées ultérieurement, induites par l'installation d'une communauté d'exploitants agricoles ; particulièrement en ce qui concerne :*
 - Les infrastructures et équipements d'irrigation et de drainage
 - les infrastructures socio collectives.

La structure d'intervention qu'est l'office devra en conséquence, bénéficier de crédits inscrits à la diligence des wilayate dans le cadre de cette opération particulière, mais aussi pour des prospections futures, la mise en valeur étant une tâche permanente.

E) - PROCÉDURE DE CESSION

1. Requêtes et récépissé

Les requêtes des candidats à l'attribution d'une terre par le truchement de la mise en valeur sont formulées sur un document dont modèle figure en annexe.

Elles sont déposées au niveau du Secrétariat du Comité Technique de Daïra institué par l'article 11 du décret N° 83.724 du 10 Décembre 1983. Le Secrétariat, assuré par le délégué de l'Agriculture de Daïra, délivre au déposant un récépissé de dépôt.

Lorsque la requête, accompagnée du dossier est adressée par courrier recommandé, il doit être retourné avec l'accusé de récépissé de dépôt au requérant (le récépissé constituant une partie détachable du formulaire de requête).

Le récépissé porte obligatoirement la date du dépôt du dossier (ou de sa réception, lorsque celui-ci est transmis par courrier postal).

En ce qui concerne les personnes morales, seules les associations de personnes à caractère coopératif, peuvent prétendre à l'acquisition des terres à mettre en valeur.

2. L'enregistrement

L'enregistrement des candidatures est une opération préalable à la délivrance du récépissé de dépôt.

Elle s'effectue, selon le cas sur l'un des deux registres ouvert à cet effet, à savoir :

- a) Un registre pour les candidatures devant être satisfaites à partir de parcelles sises hors des périmètres affectés à la mise en valeur et dénommé registre N° 1.
Cette opération s'effectue en priorité dans le but d'éviter que des lots ou des parcelles de terres localisées à l'initiative notamment personnelle, ne se situent au niveau du périmètre, tels que définis plus haut.
- b) Un registre pour les candidatures devant être satisfaites au niveau des périmètres et dénommé registre N° 2
Le registre N° 2 n'est ouvert qu'à l'issue de la publication par voie d'arrêté du Wali, de la liste des périmètres et du nombre de parcelles à céder qu'ils comportent.

3. Le dossier de candidature

Tout candidat à l'accession (une parcelle de terre doit fournir un dossier comportant les documents figurant dans le formulaire de requête.

Il doit être accordé à ce propos une attention particulière aux documents à fournir, relatifs :

- *A la localisation de la ou des parcelles souhaitées ainsi que leur superficie approximative ;*
- *Au programme de mise en valeur tel qu'évoque par 1 article 6. alinéa 2 de la Loi N° 83-18 du 13 Août 1983 ;*
- *Au montant de l'investissement envisagé pour la mise en valeur ;*
- *Au plan, même sommaire, en ce qui concerne les parcelles situées hors périmètre, toutes les fois où cela est possible.*

Outre ces éléments indispensables, le candidat a toujours la latitude de compléter son dossier par tous renseignements ou documents susceptibles de faciliter l'aboutissement du dossier.

4. Instruction du dossier

a. Au niveau de la Daïra

L'instruction des dossiers de candidatures est confiée au comité technique de Daïra lequel après avis, le transmet à l'APC compétente.

Le comité dispose d'un délai d'un mois au maximum à compter de la date de leur réception pour instruire les dossiers qui lui sont soumis et formuler son avis.

Institué, au niveau des Daïrate concernées par la mise en œuvre de la loi, le comité technique, présidé par le Chef de Daïra comprend les représentants locaux des services :

- *De l'Agriculture et de la Pêche qui assure en outre le Secrétariat ;*
- *De l'Hydraulique, de l'Environnement et des Forêts ;*
- *Des Domaines.*

Ledit comité siège compte tenu des délais impartis pour l'examen des dossiers qui lui sont soumis autant de fois que nécessaire afin d'assurer la célérité voulue au traitement des demandes.

L'avis circonstancié du comité technique doit porter particulièrement sur la faisabilité du projet de mise en valeur compte tenu d'un certain nombre de facteurs; particulièrement :

- *La nature juridique des terres sollicitées ;*
- *La ressource en eau ;*
- *La nature et l'importance des investissements relatifs à l'aménagement et à l'équipement de la parcelle par référence au système de production projeté.*

Le Comité Technique peut solliciter toute information ou toute personne susceptible de l'éclairer préalablement à la formulation de son avis.

Il peut également procéder à toutes investigations utiles sur le terrain.

L'avis du Comité Technique doit porter également sur l'importance des parcelles demandées, eu égard aux capacités de mise en valeur des candidats, au nombre de requérants et des disponibilités effectives en terres réellement exploitables et en eau mobilisable.

b. Au niveau de la Commune

L'A.P.C., en ce qui concerne, se doit de délibérer sur les dossiers soumis à son examen, dans les quinze (15) jours à compter de la date de leur réception et, au besoin, en séances extraordinaires.

c. Au niveau de la Wilaya

Le Wali, compte tenu des avis formulés par le comité technique de Daïra, des délibérations des A.P.C. ainsi que tout autre élément d'information porté à sa connaissance approuve ou rejette, dans les formes et délais légaux les propositions soumises.

L'approbation ou le rejet des dossiers donne lieu à un arrêté du Wali et ce, dans le respect du délai de trois mois prévu par l'article 16 du décret N° 83-724 du 10 Décembre 1983.

Lorsqu'une candidature est rejetée, le rejet doit être dûment motivé et signifié aussi bien au requérant qu'à l'A.P.C. concernée.

5. Le droit de recours

Le rejet d'un dossier ouvre droit au requérant, à un recours contre la décision conformément à la législation en vigueur.

C'est ainsi que le requérant doit formuler d'abord un recours gracieux et, éventuellement un recours hiérarchique et, le cas échéant un recours contentieux par devant la Chambre Administrative de la Cour territorialement compétente.

6. Attribution du titre de propriété

Les arrêtés de cession conférant la qualité de propriétaire aux requérants sont signifiés aux A.P.C. concernées qui les notifient dès leur réception aux intéressés.

Simultanément, lesdits arrêtés accompagnés des plans des parcelles et délibérations des APC, sont transmis à la Sous-Direction des Affaires Domaniales et Frontières de la Wilaya au niveau de laquelle sont établis les titres de propriété.

Il est évident que l'établissement et la délivrance du titre de propriété sont soumis à l'accomplissement des formalités requises en la matière.

Néanmoins, l'arrêté du Wali vaut, dans l'intervalle, autorisation d'entreprendre des travaux de mise en valeur de la parcelle cédée.

Lorsque au terme d'un délai de trois mois à compter du dépôt du dossier par le candidat (la date de récépissé de dépôt faisant foi) aucun rejet n'est porté à la connaissance de l'intéressé, ni l'arrêté du Wali conférant la qualité de propriétaire intervenu, la demande est réputée acquise.

L'A.P.C., est tenue dans ce (.as. sur saisine de l'intéressé et présentation du récépissé du dépôt, de lui délivrer une attestation lui conférant la qualité de propriétaire sur la parcelle demandée. Il revient à l'A.P.C. (le saisir le Wali en vue d'obtenir arrêté confirmatif.

F . CONSTAT DE LA MISE EN VALEUR

Au terme du chapitre -III- du décret N° 83-724 du 10 Décembre 1983, il est prévu des modalités de constatation de la mise en valeur des parcelles attribuées.

En la matière, il y a lieu d'une part, de définir l'instrument de contrôle, d'autre part, les modalités pratiques de celui-ci.

1) L'instrument de contrôle.

Le contrôle de la mise en valeur des parcelles attribuées relève d'un comité ad-hoc.

Celui-ci est constitué selon la disponibilité en Cadres techniques, au niveau Soit de la wilaya soit à celui de la Daïra.

Lorsqu'au niveau de la Daïra l'encadrement est suffisant, il y a lieu d'habiliter le Comité technique de Daïra évoqué plus haut pour opérer le constat de mise en valeur. Ledit comité, associera à ses travaux le Président de la Commission de l'Agriculture et du Développement Rural (le l'A.P.C. concernée ainsi que le représentant communal de l'UNPA.

C'est généralement le cas des Wilayates du Nord du pays.

Lorsqu'il y a d'insuffisance en cadres techniques au niveau des Daïrates il sera substitué au Comité Technique de Daïra un seul et unique comité à mettre en place au niveau de la Wilaya.

C'est le cas, généralement des wilayates du Sud du pays.

En tout état de cause. Ledit comité avait les mêmes attributions que celles des comités techniques (le naira. associera, à ses travaux les représentants des A.P.C. et de l'U.N.P.A. concernées, comme indiqué plus haut.

2) Modalités de la constatation.

Au terme de la Loi il est prévu, un délai maximum de cinq ans, sauf cas de force majeure, pour réaliser la mise en valeur des parcelles attribuées.

Dès que le propriétaire de la parcelle estime avoir rempli ses obligations en matière de mise en valeur, saisit l'A.P.C. compétente aux fins de levée de la condition résolutoire.

Au vu de cette requête, le président de l'A.P.C. déclenche la procédure de constatation de la mise en valeur en Saisissant le comité ad hoc.

Celui-ci dispose pour dresser son constat du dossier du requérant et d'un délai maximum d'une semaine, à compter de la date de remise du dossier en question par l'A.P.C.

Le constat de mise en valeur est consacré par un procès verbal établi sur les lieux, en tenant compte particulièrement du programme de mise en valeur proposé par le requérant. Toutefois, ledit programme ne saurait être impératif la finalité restant de rendre les terres exploitables, autrement dit productives, à des fins agricoles.

Les rapports de constat sont obligatoirement adressés à l'A.P.C. concernée et au propriétaire de la parcelle contrôlée.

1^{er} CAS : Le Constat est positif :

Dans ce cas le Président de l'A.P.C. saisit dans les 15 jours au maximum à compter de la réception du rapport de constat, le Wali aux fins de levée de la condition résolutoire.

La levée en question intervient par arrêté du Wali notifié au propriétaire de l'A.P.C.

Il appartient au propriétaire muni de l'arrêté du Wali de purger la parcelle de la condition résolutoire qui la grève et ce, au niveau de la conservation foncière compétente, pour jouir de tous les droits attachés à sa propriété . notamment le droit de l 'aliéner.

2ème CAS : Le Constat est négatif.

a. A l'issue de la période de 5 ans

Le constat négatif peut résulter de plusieurs situations et à des degrés différents et susceptibles de prévaloir séparément ou ensemble. Néanmoins il peut être distingué à titre indicatif les situations suivantes :

1^{ère} Situation :

Si la mise en valeur n'a pas été opérée du fait de causes relevant de la force majeure dûment, appréciée par le comité ad-hoc un délai supplémentaire est octroyé au propriétaire par arrêté du Wali.

2ème Situation

Aucun cas de force majeure n'est opposé par le propriétaire ou n'a été retenu par le comité ad hoc.

Dans cette situation, il appartient au Président de l'A.P.C., au vu du rapport de constat, de demander au Wali de saisir le juge compétent en vue d'invoquer la condition résolutoire.

3ème Situation

Lorsque le lot de terre attribué est d'une superficie supérieure à celle de la parcelle attribuable dans la zone considérée et que la fraction mise effectivement en valeur excède la superficie minimum cessible au sens de l'article 6 du décret N° 83-724 du 10 décembre 1983, la condition résolutoire ne porte que sur la superficie restante à mettre en valeur.

Il est bien évident que dans le cas, inverse, autrement dit lorsque la superficie mise en valeur est nulle ou en deçà de celle correspondant au minimum cessible dans la zone considérée, il sera fait appréciation des dispositions édictées par le même décret en son article 24 et ce, sans préjudice de l'appréciation souveraine du juge compétent.

a) Au cours de la période de 5 ans :

Lorsque la levée de la condition résolutoire est demandée avant le délai de 5 années et que le constat s'avère négatif, le propriétaire a toujours la latitude d'épuiser les délais qui restent à courir.

G) CAS PARTICULIERS DE L'ARTICLE 28

Aux tenues de l'article 28 du décret N° 83-724 du 10 Décembre 1983 il est prévu notamment en zone de montagne, un cas particulier de cession de parcelles de terre.

Cette disposition vise la mise en production de parcelles actuellement en friche et qui ne constituent pas pour autant des exploitations répondant au critère de la viabilité économique.

Il ne peut donc s'agir que de kits isolés, de petite dimension et dont le choix par les demandeurs est laissé à l'appréciation du comité technique de Daïra.

Autrement dit, la cession de telles parcelles ne saurait se traduire par un morcellement d'entités économiquement viables, c'est-à-dire pouvant constituer de véritables exploitations agricoles.

Les parcelles doivent de ce fait et en principe bénéficier aux personnes qui disposent par ailleurs d'un emploi généralement stable et souvent public.

La finalité de cette opération consiste en la stimulation d'activités agricoles à titre complémentaire ou accessoire (le nature à satisfaire des besoins de consommation à caractère familial en premier lieu et, éventuellement à contribuer à l'élévation de la production nationale.

H) SUIVI DES OPERATIONS DE MISE EN VALEUR

La mise en valeur est une opération complexe qui requiert, outre des moyens adéquats, une compétence certaine de la part des candidats.

Dans certaines zones, et quelque soit l'effort déployé, celui-ci peut s'avérer insuffisant eu égard aux contraintes de tous ordres.

Pour ces raisons notamment, il importe de faire assurer par les services compétents un suivi des opérations de mise en valeur.

Cette assistance a pour but; d'aider les candidats à concrétiser, dans les délais impartis par le programme de mise en valeur, leur objectif.

Il permet également d'apprécier de façon plus objective les requêtes des propriétaires ayant trait, soit à la levée de la condition résolutoire ou une demande de délais supplémentaires, soit encore à d'autres fins (octroi d'aide diverses, de parcelles complémentaires etc...).

Il importe toutefois de souligner la nécessité, d'arrêter conjointement avec les candidats, les délais dans lesquels ceux-ci doivent entamer nécessairement les travaux de mise en valeur.

Il est bien évident que les délais en question, ajoutés à la durée (de la période de réalisation, ne doivent pas excéder les cinq années, sous réserve (les cas de force majeure précédemment évoqués).

D'une façon plus générale, les Directions de l'Agriculture et de la pêche doivent accorder une importance particulière à l'instruction des dossiers et ce, à tous les niveaux de la procédure afin d'assurer l'aboutissement de celle-ci dans les délais répartis.

Il y a lieu de souligner à cet égard, que l'article 16 du décret 83-724 du 10 Décembre 1983 stipule qu'à l'issue d'un délai de trois (3) mois à compter du dépôt du dossier de candidature, le requérant peut se voir conférer la qualité de propriétaire si aucune suite expresse n'est réservée à sa demande.

Il ressort de ce qui précède la nécessité d'effectuer des contrôles assidus du déroulement de la procédure notamment au plan des détails impartis à chaque intervenant.

I) CAS DES FAITS ACCOMPLIS

Sans attendre la parution de la loi et de la réglementation qui en découle relatives aux conditions d'accès à la propriété foncière agricole de nombreux citoyens ont entrepris dans différentes régions, particulièrement en zones sahariennes, de mettre en valeur des parcelles de terrains.

Ces situations peuvent être constatées au niveau soit de parcelles isolées soit d'aires suffisamment importantes et regroupant une ou plusieurs communautés plus ou moins fortes.

Compte tenu de ce qui précède, il importe de prendre des dispositions visant à la régularisation de ces faits accomplis ; à savoir :

- *L'APC doit procéder au recensement des occupants de fait et les inviter, individuellement à faire acte de candidature dans les conditions définies par la présente circulaire ;*
- *Sur la base du dossier fourni le comité ad hoc doit statuer sur la recevabilité des requêtes en tenant compte d'une part des conditions objectives dans lesquelles les requérants opèrent la mise en valeur, particulièrement lorsque les parcelles occupées se situent dans des périmètres ;*
- *D'autre part, de la nature juridique des terres accaparées et de leur destination.*

Le constat des conditions de mise en valeur peut révéler deux situations

1^{ère} situation

Lorsque la parcelle acquise de fait répond aux critères de viabilité économique.

a) A été effectivement crise en valeur.

Le dossier du requérant est examiné selon la procédure définie. Cependant la mise en valeur ayant été opérée la condition résolutoire s'en trouve levée de fait. Il appartient à l'APC de délibérer et de transmettre le dossier complet au Wali aux fins d'établissement de l'arrêté de cession et du titre de propriété définitif.

b) Est en cours de mise en valeur

Le dossier du requérant obéit à la procédure dénie en vue de l'établissement d'un arrêté de cession assorti de la condition résolutoire.

2^{ème} situation

Lorsque la parcelle occupée ne répond qu'en partie aux critères de viabilité économique le constat du comité ad hoc doit faire ressortir toutes suggestions susceptibles d'améliorer les conditions d'installation et de satisfaire aux lits critères ; le but étant ' i' faut le rappeler' d'encourager l'activité agricole et l'exploitation des potentialités.

L'occupant de fait doit souscrire aux recommandations et se conformer à la procédure.

Il est à noter qu'au niveau des périmètres' le comité ad-hoc peut proposer le remembrement des terres afin d'assurer une mise en valeur ultérieurement une exploitation rationnelle des parcelles octroyées.

Messieurs les Walis sont chargés d'assurer la plus large diffusion de la présente circulaire en vue de son exécution.

Ils devront notamment veiller à l'application scrupuleuse de ces dispositions au niveau des Daïrate et des A.P.C. afin que l'opération se déroule dans les meilleures conditions au niveau local en particulier lors des phases de détermination des périmètres à affecter à la mise en valeur' et d-l'instruction des dossiers au plans des délais.

Enfin' ils pourront faire part de toutes difficultés d'interprétation rencontrées dans l'application de la présente.

MINISTRE DES FINANCES

Signé : M. BEN-AMAR

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

Signé : K. MERBAH

**MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

Signé : M. YALA

**MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS**

Signé : B. ROUGH

DESTINATAIRES :

Messieurs

- Le Président de la République.
- Le Premier Ministre

(à titre de compte rendu)

Messieurs

- Le Secrétaire Général de l'U.N.P.A.
- Le Secrétaire Général de l'O.N.M.

(à toutes fins utiles)

Messieurs - Les Secrétaires des Mouhafadhate.

(pour information)

Mesieurs

- Les Wali
- Les Directeurs de l'Agriculture et de la Pêche
- Les Directeurs de l'Hydraulique, de l'Environnement et des Forêt.
- Les Coordonnateurs des Finances.

(Sous-Direction des Affaires Domaniales et Foncières)

- Les Coordonnateurs de l'U.N.P.A.

(pour exécution)

EN COMMUNICATION A :

Messieurs - Les Présidents des A.P.W.
- Les Présidents des A.P.C.

MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

MINISTRE DES FINANCES

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE

Madame et Messieurs les walis

OBJET : Accession à la propriété foncière agricole (APFA) : Sécurisation foncière des exploitants.

REFERENCE :

- Loi 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole.
- Décret n°83-724 du 10 décembre 1983 fixant les modalités d'application de la loi 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole.
- Circulaire interministérielle n°435 du 18 avril 1984 précisant les conditions de mise en œuvre de la loi 83-18 du 13 août 1983 et du décret n°83-724 du 10 décembre 1983

Le bilan de l'opération relative à l'accession à la propriété foncière agricole (APFA) a révélé des retards dans la finalisation des procédures de délivrance des actes aux exploitants concernés.

En effet, bien que les procédures de dépôt, d'examen et de suivi technique et administratif des dossiers sont décentralisées au niveau de la Daïra et de l'APC et que des délais sont fixés par la réglementation en vigueur, certaines wilayate se distinguent par la lenteur dans la mise en œuvre desdites procédures, notamment lorsqu'il s'agit de la levée de la condition résolutoire et de la délivrance des actes pour la majorité des bénéficiaires.

Ainsi, l'absence d'actes pour une grande partie des bénéficiaires dont la plupart se sont engagées à travers leurs propres ressources, renforce l'insécurité foncière et entraîne l'instabilité des exploitants qui conduit dans certains cas à des pratiques de transactions occultes et à des détournements de la vocation agricoles des terres mises en valeur.

Au moment où le Gouvernement accorde une importance particulière à la sécurisation foncière des milliers d'agriculteurs, exploitants des terres agricoles de toute nature juridique, madame et messieurs les Walis sont invités à mettre en œuvre les mesures ci après concernant les opérations d'accession à la propriété foncière agricoles (APFA) :

1. Cas des terres dont la mise en valeur a fait l'objet d'un constat positif et n'a pas abouti à l'établissement de l'acte :

Il y a lieu d'accélérer les procédures réglementaires d'établissement des actes par l'administration des domaines de wilaya conformément aux dispositions du décret n°83-724 du 10 décembre 1983 et de la circulaire interministérielle n°435 du 18 avril 1984 visées en référence.

Dans ces cas, la levée de la condition résolutoire est engagée par le wali qui établit un arrêté qu'il transmet au directeur des domaines pour l'établissement de l'acte et l'accomplissement des formalités d'enregistrement et de publicité foncière. Le directeur des domaines de wilaya est tenu d'en informer le directeur de wilaya de l'ONTA.

Toutefois, lorsqu'il apparaît qu'une attribution de terre n'a pas été faite conformément à l'esprit de la loi 83-18 du 13 août 1983, il appartient au wali d'apprécier les modalités de prise en charge des cas en cause.

2. Cas des terres dont la mise en valeur a fait l'objet d'un constat négatif.

a. Cas où le constat est intervenu avant l'épuisement de la durée légale de 05 ans:

Dans ce cas le bénéficiaire peut poursuivre la mise en valeur jusqu'à l'expiration dudit délai.

b. Cas où le constat est intervenu après épuisement de la durée légale de 05 ans:

Dans ce cas et en l'absence de force majeure opposée par le bénéficiaire, la déchéance peut être prononcée :

- Par arrêté du wali lorsque le bénéficiaire ne dispose pas d'un acte de propriété publié à la conservation foncière ;
- Par le juge compétent à la diligence du wali lorsque le bénéficiaire dispose d'un acte de propriété publié à la conservation foncière.

Les terres récupérées seront attribuées à d'autres bénéficiaires dans le cadre des procédures arrêtées par la circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011.

3. Cas des terres dont la mise en valeur n'a pas encore fait l'objet de constat:

Dans ce cas, il y a lieu de redynamiser l'activité des comités locaux pour procéder au constat de la mise en valeur et poursuivre les procédures y afférentes dans le respect des délais fixés par la circulaire interministérielle n°435 du 18 avril 1984.

4. Cas de détournement de la vocation des terres.

L'attention est attirée sur le fait d'intégrer **le respect de la vocation des terres** dans les procédures de constat et d'établissement des actes. Ainsi tous les cas de détournement de la vocation agricole des terres attribuées, doivent faire l'objet de déchéance prononcée:

- Par arrêté du wali lorsque le bénéficiaire ne dispose pas d'un acte de propriété publié à la conservation foncière ;
- Par le juge compétent à la diligence du wali lorsque le bénéficiaire dispose d'un acte de propriété publié à la conservation foncière .

5. Cas des terres intégrées dans les secteurs d'urbanisation.

Lorsque les terres objet de l'accession ont été intégrées ou susceptibles d'être intégrés dans des secteurs d'urbanisation, la direction de wilaya de la conservation foncière doit être instruite de façon à surseoir à la publication de tous actes portant sur des terres acquises dans le cadre de l'accession à la propriété foncière agricole.

Lorsqu'une terre est intégrée dans les secteurs d'urbanisation, il convient de distinguer deux cas :

- a. le bénéficiaire ne dispose pas d'un acte de propriété publié à la conservation foncière et a mis en valeur les terres; il y a lieu de convertir le droit d'accession en droit de concession.
- b. Le bénéficiaire ne dispose pas d'un acte de propriété publié à la conservation foncière et n'a pas mis en valeur les terres; il y a lieu de procéder à la déchéance par arrêté du wali.

Dans l'attente de la mise en place d'un dispositif juridique particulier, et dans le souci d'éviter toute forme de spéculation, ces terres ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un lotissement ou de délivrance de permis de construire.

6. Champ d'application de la Loi relative à l'accession à la propriété foncière :

Dans l'esprit de la loi 83-18 du 13 août 1983, il importe de rappeler que l'APFA ne concerne que les zones sahariennes.

Dans ce cadre toute nouvelle attribution dans les autres régions ne peut s'opérer que dans le cadre de la circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011 relative à la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.

L'importance de l'opération commande que messieurs les Walis prennent toutes les mesures nécessaires pour procéder à l'assainissement de ces situations dans les plus brefs délais et à nous rendre compte éventuellement des difficultés rencontrées en la matière. Ils sont invités à adapter à chaque fois que nécessaire les termes de la présente circulaire aux spécificités socio-économiques de chaque région.

**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**



LE MINISTRE DES FINANCES



**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

